



Strasbourg, 5 novembre 2025

C198-COP(2025)13
Original en anglais

CONFÉRENCE DES PARTIES

Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198)

Étude de suivi thématique¹ de la Conférence des Parties à la STCE n° 198 sur l'article 11 («Décisions Antérieures»)

¹ Examinée et adoptée par la Conférence des Parties à la STCE n°198 lors de sa 10e réunion, Strasbourg, 30 et 31 octobre 2018. Amendée à la suite de la ratification par Monaco (2020), la Lituanie (2021), l'Estonie (2023), le Maroc (2024), l'acceptation par le Royaume des Pays-Bas de la Convention pour Aruba, à la ratification par le Royaume-Uni de la Convention pour Jersey et l'extension de la Convention à l'île de Man (2025), et à la procédure de suivi concernant la Bulgarie et la Fédération de Russie (2021).

TABLE DE MATIÈRES

INTRODUCTION	4
CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 11	4
MÉTHODOLOGIE	5
SYNTHÈSE	6
RECOMMANDATIONS ET SUIVI	7
ANALYSE PAR PAYS	9
Albanie	9
Arménie	9
Aruba	10
Autriche	10
Azerbaïdjan	11
Belgique	11
Bosnie-Herzégovine	12
Bulgarie	12
Croatie	13
Chypre	14
Danemark	14
Estonie	14
France	15
Géorgie	16
Allemagne	16
Grèce	17
Hongrie	17
Italie	18
Île de Man	19
Jersey	19
Lituanie	20
Lettonie	20
Malte	21
Royaume du Maroc	22
Monaco	22
Monténégro	23
Pays-Bas	23
Pologne	24
Portugal	24
République de Moldova	25
Roumanie	25
Fédération de Russie	26
Saint-Marin	26
Serbie	27
République slovaque	27
Slovénie	28
Espagne	28
Suède	29
Macédoine du Nord	29
Türkiye	29
Ukraine	30
Royaume-Uni	30

ANNEXE I – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS PARTIES	31
ANNEXE II – TEXTE DU QUESTIONNAIRE	34
ANNEXE III – RÈGLES DE PROCÉDURE: 19 BIS	36
ANNEXE IV – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 11.....	37

INTRODUCTION

1. Lors de sa 9^e réunion, tenue à Strasbourg les 21 et 22 novembre 2017, la Conférence des Parties (ci-après : « la CdP ») a décidé d'engager un suivi thématique transversal pour une durée initiale de deux ans. Lors de la 11^{ème} réunion (qui s'est tenue en octobre 2019), la CdP a décidé de prolonger l'application d'une surveillance horizontale pour les cinq prochaines années (c'est-à-dire jusqu'en 2024). Par la suite, lors de sa 16^e réunion plénière (2024), la CdP a décidé de prolonger de cinq ans (c'est-à-dire jusqu'en 2029) l'application de la règle 19bis des règles de procédure, qui servent de base à la conduite des examens horizontaux. Ce nouveau mécanisme de suivi porte sur la manière dont l'ensemble des États parties a mis en œuvre certaines dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198, ci-après : « la Convention »). À cette fin, la CdP a ajouté à ses Règles de procédure la règle 19 *bis*. La CdP réunie en plénière a décidé que le premier rapport de suivi thématique traiterait des articles 11, 25.2 et 25.3 de la Convention.

2. Un questionnaire (qu'on trouvera en annexe II à ce document) a été diffusé en janvier 2018; les États parties étaient invités à y répondre pour fin mars 2018. Les réponses ont été analysées par les rapporteurs (Mme Ana Boskovic et M. Azer Abbasov) avec l'appui du Secrétariat. Conformément aux Règles de procédure de la CdP, un expert scientifique a participé à ce processus. Le projet d'analyse a été diffusé auprès des États parties pour observations et compléments d'information. On trouvera au chapitre « Synthèse » du présent rapport les principaux constats issus des réponses au questionnaire.

3. Ce rapport cherche à établir le degré de prise en compte de la récidive internationale dans les États de la CdP. Il faut noter que la teneur des réponses au questionnaire différait d'un pays à l'autre. Il s'est donc avéré délicat de tirer une conclusion applicable à tous les États de la CdP ; cependant, plusieurs remarques et recommandations générales peuvent être formulées.

4. Pour commencer, ce rapport précise le champ d'application de l'article 11 de la Convention (« Décisions antérieures », ci-après : « l'article 11 ») et la méthodologie appliquée pour l'étude. Il présente ensuite des conclusions sur les dispositions législatives et sur leur mise en œuvre effective et propose des recommandations. Les réponses des États parties sont analysées individuellement et des recommandations sont formulées pour chacun des États. Les réponses sont annexées au présent rapport, ainsi qu'un tableau les résumant et les extraits pertinents des Règles de procédure telles que modifiées en 2017.

CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 11

5. Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont souvent pratiqués à un niveau transnational, par des individus ou des groupes criminels qui peuvent avoir été déjà jugés et condamnés dans un ou plusieurs autres pays. Au niveau national, de nombreux systèmes juridiques prévoient une aggravation de la peine lorsqu'une personne a fait l'objet de condamnations antérieures.

6. L'article 11 est une disposition qui traite de la récidive internationale, c'est-à-dire des comportements criminels répétés dans au moins deux pays différents. L'article oblige les États parties à adopter des mesures supplémentaires sur la récidive internationale relative à des infractions couvertes par la Convention. Il est libellé comme suit :

« Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui s'avèrent nécessaires pour prévoir la possibilité de prendre en compte, dans le cadre de l'appréciation de la peine, les décisions prises à l'encontre d'une personne physique ou morale par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la présente Convention ».

7. Il faut noter qu'il n'existe pas au niveau international de conception harmonisée de la récidive, et que tous les États membres du Conseil de l'Europe n'ont pas intégré de mesures sur la récidive internationale à leur législation pénale. En pratique, la prise en compte des décisions étrangères est souvent entravée par le fait que les jugements étrangers ne sont pas toujours, ou pas automatiquement, portés à l'attention des magistrats.

8. Plusieurs possibilités s'ouvrent aux États parties pour se conformer à l'article 11. Premièrement, ils peuvent inscrire dans leur droit une aggravation de la peine en cas de condamnation antérieure par un tribunal national ou étranger. Deuxièmement, ils peuvent prévoir que les tribunaux et les procureurs, dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation de la peine en fonction des antécédents de l'auteur, prennent en compte les condamnations antérieures²². Sur cette deuxième approche, il faut relever que dans les Notes interprétatives qu'elle a adoptées en novembre 2017 et révisées en octobre 2024, sur certaines dispositions de la Convention (dont l'article 11), la CdP recommande que le libellé de la disposition transposant l'article 11 ne soit pas trop ambigu et évite de donner lieu à une interprétation trop large. Par exemple, une formule telle que « le mode de vie de l'auteur avant la perpétration de l'infraction » est trop vague pour que les juges sachent s'ils doivent tenir compte des décisions finales prises dans un autre État partie.

9. Il faut aussi souligner que l'article 11 n'emporte pas, pour les tribunaux et les parquets, l'obligation positive de rechercher si les personnes poursuivies ont déjà été définitivement condamnées par les tribunaux d'un autre État partie. En l'absence d'une telle obligation positive, le présent rapport cherche uniquement à établir, sans évaluer la mise en œuvre effective de l'article 11, si le droit national du pays prévoit la possibilité de tenir compte des décisions étrangères antérieures. En d'autres termes, le cadre juridique (dispositions juridiques ou jurisprudence) doit permettre aux autorités compétentes (juges) de prendre en compte d'une manière ou d'une autre, par exemple à travers une circonstance aggravante, les décisions définitives adoptées par les juridictions pénales d'un autre État partie.

10. Avec l'article 11, la Convention apporte un élément supplémentaire au système mondial de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Bien que le principe de la récidive internationale ait été établi dans plusieurs instruments juridiques internationaux (voir le rapport explicatif à la Convention, par. 111), l'article 11 étend ce principe à toutes les infractions établies conformément à la Convention et l'énonce pour la première fois dans le contexte spécifique de la LBC/FT. L'article 11 constitue une obligation contraignante pour les États parties.

MÉTHODOLOGIE

11. Dans son « Questionnaire pour le suivi transversal de la mise en œuvre par les États parties de l'article 11 et de l'article 25.2 et 25.3 de la STCE n° 198 », la CdP posait au sujet de l'article 11 la question suivante :

« Dans votre juridiction, lors de l'appréciation d'une peine, quelles mesures législatives et autres prévoient la possibilité de prendre en compte les décisions prises à l'encontre de personnes physiques ou morales par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention STCE n° 198 ? ».

12. Les délégations étaient invitées à fournir les dispositions nationales pertinentes, extraites par exemple de leur code pénal, de leur code de procédure pénale ou d'autres lois. Elles étaient en outre invitées à soumettre à l'appui de leur réponse des études de cas, des exemples de mesures

²² À cet égard, on notera que selon le rapport explicatif à la Convention, l'article 11 demande aux États parties de prévoir la possibilité de prendre en compte les décisions définitives prises dans une autre Partie dans le cadre de l'appréciation de la peine. Les Parties peuvent prévoir que les décisions définitives antérieures entraînent une peine plus lourde ou une circonstance aggravante ou faire en sorte que les tribunaux, dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation de la peine en fonction des circonstances individuelles, tiennent compte des condamnations antérieures (voir le rapport explicatif, paragraphe 112).

réglémentant l'échange d'informations sur les casiers judiciaires avec d'autres États parties ou toute information sur la manière dont les juges sont informés des décisions antérieures des juridictions pénales d'un autre État partie.

13. La présente étude horizontale comprend des informations sur l'ensemble des 42 États de la CdP³. Dix pays ont déjà fait l'objet d'une évaluation individuelle de la part de la CdP⁴. Concernant ces pays, le présent rapport utilise non seulement les réponses apportées au questionnaire, mais aussi les données issues de l'évaluation individuelle ou du rapport de progrès subséquent.

SYNTHÈSE

14. L'évaluation de la mise en œuvre et de la transposition de l'article 11 permet d'aboutir à plusieurs constats généraux. Fondés sur les dispositions internes pertinentes et sur les compléments d'information fournis (statistiques, pratiques étatiques courantes, exemples), ces constats visent à contribuer à une meilleure compréhension de l'article 11. On trouvera des conclusions par pays dans les analyses consacrées à chaque État partie.

15. La disposition de l'article 11, qui demande aux États parties d'adopter les mesures législatives et autres qui s'avèrent nécessaires pour prévoir la possibilité de prendre en compte les décisions définitives adoptées par une autre Partie, a été mise en œuvre par la législation nationale de 32 sur 40 États parties. Ces Parties ont indiqué que leurs autorités sont expressément habilitées à tenir compte des décisions étrangères antérieures. Cependant, dans quatre de ces États (Belgique, Chypre, France et Pologne), la législation interne ne couvre que les décisions antérieures des tribunaux d'autres États membres de l'UE. Sept autres États parties (soit 16,67 % de l'ensemble des Parties) prévoient dans leur législation des mesures obligeant leurs tribunaux à apprécier toutes les circonstances pertinentes pour déterminer la gravité de la peine, dont le « mode de vie antérieur de l'auteur » ou son « parcours ». Dans le tableau annexé à la présente analyse, ces mesures sont qualifiées de « mesures indirectes », car elles peuvent être déduites des dispositions de la loi. Toutefois, comme indiqué plus haut, un tel libellé est considéré comme ambigu et risque d'entraîner une interprétation trop large ou une confusion sur l'application de l'article.

16. La Bulgarie ne prévoit la reconnaissance d'un jugement étranger que lorsqu'un accord international a été signé avec l'État où se trouve le tribunal ayant rendu le jugement.

17. Afin de pouvoir dûment tenir compte des décisions étrangères antérieures, les États parties qui ont transposé l'article 11 dans leur législation interne disposent généralement de solides mécanismes d'échange de données et d'entraide judiciaire, du fait de leur adhésion à la Convention (STCE n° 198) ou d'autres instruments internationaux, comme la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (STCE n° 30) ou le Système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) de l'Union européenne.

18. Seuls deux États parties (Azerbaïdjan et Royaume-Uni) n'ont pas adopté de mesures législatives ou autres pour habilitier leurs autorités à tenir compte des décisions étrangères antérieures.

19. Le rapport explicatif de la Convention sur l'article 11 suggère que la récidive peut constituer une circonstance aggravante ou entraîner une peine plus lourde ; 27 États (soit 64,3% de l'ensemble des Parties) ont directement adopté de telles mesures. Dans 17 de ces États (Arménie, Bosnie-Herzégovine, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Pays-Bas, République de Moldova, République slovaque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie

³ Monaco, la Lituanie, l'Estonie et le Maroc ont ratifié la Convention de Varsovie après le lancement des procédures de suivi thématique actuelles. La mise en œuvre de l'article 11 par Monaco a donc été analysée en 2020, par la Lituanie en 2021, par l'Estonie en 2023, par le Maroc en 2024, et par l'Île de Man et Jersey en 2025.

⁴ Les pays qui ont à la fois fait l'objet d'une évaluation individuelle de la part de la CdP sont : Albanie, Arménie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Malte, Monténégro, Pologne, République de Moldova et Roumanie.

et Ukraine), la récidive constitue une circonstance aggravante ; dans les huit autres (Albanie, Bulgarie, Malte, Monaco, Pologne, Portugal, Suède et Türkiye), la répétition d'une infraction pénale entraîne une peine plus lourde. Dans 10 États parties (soit 23,8% d'entre eux), la récidive n'entraîne pas nécessairement de circonstance aggravante ou de peine plus lourde, mais le caractère répété de l'infraction est pris en compte au moment de fixer la peine. Cette situation est indiquée par la mention « pas nécessairement » dans le tableau en annexe. Trois réponses au questionnaire ne permettent pas de déterminer si la répétition d'une infraction, dans le pays ou à l'étranger, entraîne une circonstance aggravante ou une peine plus lourde. Les États parties concernés ont éclairci ce point lors de l'examen du rapport par la CdP.

20. Il est difficile, enfin, de déterminer si la disposition de l'article 11 a été mise en œuvre en pratique par les États parties, car beaucoup d'entre eux ne tiennent pas de statistiques sur le sujet ou ne fournissent pas de cas dans leurs réponses au questionnaire. Cependant, 13 États parties (Bosnie-Herzégovine, Italie, Jersey, Malte, Macédoine du Nord, Monténégro, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Türkiye et Ukraine) montrent qu'ils ont appliqué des mesures visant la mise en œuvre effective de la disposition. Ces États fournissent à l'appui de leurs réponses soit le nombre d'échanges de données (par ex. Türkiye), soit le nombre d'accords bilatéraux sur l'échange des casiers judiciaires (par ex. Serbie), soit des exemples d'affaires pour lesquelles une entraide judiciaire a été sollicitée (par ex. Monténégro). L'Italie précise le nombre de procédures ouvertes pour faire reconnaître des décisions pénales étrangères afin d'établir la récidive internationale. La Slovaquie cite une affaire dans laquelle la compétence du tribunal pour tenir compte de décisions étrangères a été reconnue par la Cour suprême du pays.

RECOMMANDATIONS ET SUIVI

21. Plusieurs recommandations générales peuvent être formulées sur la base des constats résumés ci-dessus. On trouvera plus loin, dans les analyses individuelles, des recommandations propres à chaque pays ; il convient de tenir compte à la fois des recommandations générales et des recommandations par pays au moment d'adopter des mesures législatives et autres pour continuer à mettre en œuvre les dispositions de la Convention. Lors de futures réunions plénières et sur décision de la CdP, les États parties devraient être priés d'informer la CdP des évolutions et des mesures adoptées sur les questions soulevées dans cette étude.

22. Afin de promouvoir une conception harmonisée de la récidive internationale, il est recommandé aux États parties s'agissant de l'article 11, s'ils ne l'ont pas encore fait :

- de modifier leur législation pour y mentionner expressément le concept de récidive internationale, en habilitant leurs juridictions pénales et leurs ministères publics à tenir compte des décisions déjà rendues dans d'autres États parties⁵ pour tous les crimes énumérés à l'Annexe de la Convention;
- d'étendre la possibilité de tenir compte des décisions d'autres juridictions pénales à tous les États parties, comme le requiert l'article 11⁶.

23. Afin que l'application de l'article 11 livre des résultats plus tangibles, les États parties sont invités à envisager, s'agissant de l'article 11 :

- lorsque cela s'avère approprié et réalisable, de tenir des statistiques sur l'application de

⁵ Cela concerne en particulier les États qui ne considèrent actuellement cet aspect que dans un contexte plus large, dans le cadre de la possibilité générale d'apprécier la situation individuelle de l'auteur au moment de fixer la peine, par exemple en examinant ses antécédents.

⁶ Cette recommandation s'adresse en particulier aux États qui ne prévoient que la prise en compte des jugements rendus dans des États membres de l'UE ou dans des États avec lesquels ils ont conclu des accords (bilatéraux ou multilatéraux). Pour autant, cela ne signifie pas que les États parties non-membres de l'UE devraient se voir appliquer les mêmes conditions que les États membres de l'UE, ou que des conditions spécifiques prévues par un autre accord devraient s'appliquer à tous les États parties.

l'article 11 par les magistrats et les parquets⁷.

24. Les États parties, en particulier ceux qui n'ont pas fourni d'exemples de cas d'application concrète de l'article 11, sont invités à continuer à familiariser les juges, les parquets et les autres autorités compétentes avec la notion de récidive internationale et les dispositions nationales connexes.

25. Les États parties sont vivement encouragés à envisager la mise en œuvre des recommandations générales ci-dessus et des recommandations propres à leur pays. Les mesures législatives en question pourraient être appliquées par la modification du code pénal ou du code de procédure pénale ; les mesures non législatives pourraient se centrer sur la sensibilisation, ou sur des formations à l'attention des autorités judiciaires sur la possibilité de tenir compte des jugements étrangers au moment de fixer la peine d'un récidiviste. Les États parties pourraient également améliorer leurs données juridiques en y mentionnant la récidive internationale, ce qui permettrait de distinguer l'application concrète de l'article 11 des autres cas de coopération judiciaire internationale (comme l'entraide judiciaire).

26. La Conférence des Parties reconnaît que des problèmes pratiques liés à la récidive internationale peuvent se poser, problèmes qui ne peuvent être résolus au niveau national et qui nécessiteraient une réponse au niveau international. La Conférence des Parties se réserve de traiter ces questions à un stade ultérieur, y compris dans le cadre d'une éventuelle coopération avec d'autres organes compétents du Conseil de l'Europe.

27. Un risque de discrimination a déjà suscité des inquiétudes : qu'en sera-t-il si seuls certains procureurs d'un État partie, et non leurs collègues, tiennent compte des décisions étrangères antérieures ? Face à ces inquiétudes, et afin d'éviter une application inégale de l'article 11 dans les affaires nationales, tous les États parties devraient rechercher une approche harmonisée et cohérente de la prise en compte de la récidive internationale par leurs procureurs et par leurs juges.

28. Un mécanisme de suivi des recommandations issues de la présente analyse a été mis en place, sur décision de la CdP réunie en plénière.

⁷ La tenue de statistiques sur l'application de l'article 11 dans la pratique permettra de mieux comprendre comment cette disposition est concrètement utilisée.

ANALYSE PAR PAYS

Albanie

1. L'Albanie a été évaluée par la CdP en 2011. À l'époque, les rapporteurs ont considéré que la législation albanaise intégrait correctement la récidive internationale. En vertu de l'article 50 du Code pénal, « les décisions finales prononcées à l'encontre de personnes physiques rendues par un tribunal d'une autre Partie peuvent être prises en compte pour déterminer la peine si elles sont reconnues par un tribunal albanais ». En outre, l'article 21 de la loi relative à la responsabilité pénale des personnes morales prévoit l'aggravation de la peine en cas d'infraction pénale répétée commise par une personne morale. Cependant, les rapporteurs ont également constaté que la reconnaissance des condamnations définitives à l'étranger n'était pas encore mise en pratique. Ils ont donc recommandé l'adoption de mesures pour que les procureurs se familiarisent avec les procédures permettant à un tribunal national de tenir compte d'une condamnation à l'étranger, si les informations à son sujet sont disponibles.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités albanaises citent à nouveau les articles mentionnés ci-dessus concernant la récidive internationale. Toutefois, aucune autre information n'est fournie sur la mise en œuvre de la disposition dans la pratique. Il n'est toujours pas certain que l'Albanie ait mis en pratique la prise en compte des condamnations antérieures (à l'étranger) dans l'appréciation de la peine pour des infractions établies conformément à la STCE n° 198.

Conclusion/Recommandation

3. Les autorités albanaises sont en mesure de prendre en considération les décisions définitives rendues par une autre Partie concernant les infractions établies conformément à la STCE n° 198. Toutefois, elles semblent ne l'avoir encore jamais fait dans la pratique.

Arménie

1. La République d'Arménie a été évaluée par la CdP en 2016. Les rapporteurs ont constaté que la législation arménienne était conforme à l'article 11 de la Convention ; les autorités le rappellent dans leur réponse au questionnaire. L'article 17 du Code pénal arménien est considéré comme particulièrement pertinent, puisqu'il habilite les tribunaux à tenir compte des décisions étrangères visant un ressortissant arménien, un ressortissant étranger ou une personne apatride lorsque l'intéressé a été condamné pour une infraction pénale commise à l'extérieur de l'Arménie et a commis à nouveau une infraction pénale en Arménie. Le même article dispose que la récidive, la peine non purgée ou les autres suites juridiques d'une décision de justice étrangère sont prises en compte lors de la qualification de la nouvelle infraction pénale, de la détermination de la peine et de l'exonération de responsabilité ou de peine pénales.

2. Concernant la reconnaissance des décisions de justice étrangères, l'article 499 du Code de procédure pénale précise les conditions de la reconnaissance des jugements étrangers en Arménie et les motifs de refus, ainsi que les conséquences juridiques de la reconnaissance d'un jugement étranger. Il est envisagé qu'une décision de justice étrangère entraîne les mêmes conséquences juridiques que la décision définitive d'un tribunal national. L'article 63 du Code pénal dispose ainsi que « les circonstances aggravant la responsabilité et la peine sont les suivantes : 1) infraction pénale commise en récidive [...] ».

3. Concernant la coopération internationale et l'entraide judiciaire, l'Arménie est liée par plusieurs traités internationaux, régionaux et bilatéraux qui fixent les conditions de la reconnaissance des jugements. Par exemple, les deux conventions sur l'entraide judiciaire et les relations juridiques

en matière civile, familiale et pénale (celle de 2002 et celle de 1993, dite « Convention de Minsk ») comportent des dispositions sur la reconnaissance des jugements par les États parties.

4. Les autorités arméniennes n'ont reconnu qu'une seule fois une décision de justice étrangère, dans le cadre d'une procédure de saisie ouverte à l'étranger dans une affaire de blanchiment d'argent ; cependant, c'est une demande d'entraide judiciaire et non la récidive qui a entraîné cette reconnaissance.

Conclusion/Recommandation

5. D'après les informations fournies, la législation arménienne est conforme à l'article 11 de la Convention.

Aruba

1. La législation d'Aruba prévoit que les décisions antérieures doivent être prises en compte lors de la détermination d'une peine. L'article 1:117 du Code pénal dispose que la durée d'une peine d'emprisonnement est augmentée d'un tiers et que l'amende infligée est plus importante lorsqu'une infraction a été commise dans les cinq ans qui suivent une condamnation antérieure pour une infraction similaire. Cette disposition est applicable aux infractions établies conformément à la Convention.

2. La disposition ne précise pas si seules les condamnations prononcées au niveau national sont prises en compte aux fins de la détermination de la peine. Cependant, les autorités ont indiqué que les juges devaient tenir compte des informations figurant dans le casier judiciaire. L'article 1^{er} du règlement relatif à l'enregistrement des casiers judiciaires étrangers (AB1990 GT 75) prévoit la possibilité d'intégrer des extraits de casier judiciaire relatifs aux condamnations prononcées par des juridictions étrangères, sous réserve du respect de certaines conditions. Toutefois, les autorités n'ont pas fourni d'informations complémentaires sur les conditions nécessaires pour qu'une condamnation prononcée à l'étranger soit inscrite dans le casier judiciaire.

Conclusion / Recommandation

3. La législation d'Aruba intègre certains éléments de l'article 11. Toutefois, il est difficile de savoir si toutes les décisions définitives rendues dans des pays étrangers à l'encontre de personnes physiques ou morales seront prises en compte lors de la détermination de la peine. Par conséquent, il est recommandé aux autorités d'envisager d'adopter des mesures législatives ou autres qui prévoient clairement que la récidive internationale sera prise en compte lors de la détermination de la peine.

Autriche

1. Le Code pénal autrichien (§ 71) prévoit la possibilité de prendre en compte les décisions étrangères antérieures également dans le cadre du prononcé des condamnations au niveau national "si le prévenu a été condamné pour une infraction qui est punissable également en vertu du droit autrichien, et si le jugement a été rendu à la suite d'une procédure conforme aux principes énoncés à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Fed. Gaz. No. 210/1958." Toutefois, il demeure incertain si cela couvre toutes les infractions établies conformément au STCE n° 198.

2. Au sein de l'UE, l'échange de données en matière pénale a lieu par le biais du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS). Un autre instrument important pour échanger de

telles informations est l'article 13 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (STE n° 030). Cependant, aucune étude de cas ou autre mesure n'ont été fournies sur l'échange d'information avec d'autres Etats parties en matière de casiers judiciaires et sur de potentiels impacts sur les décisions prononcées.

Conclusions/Recommendations

3. Les autorités autrichiennes peuvent tenir compte des décisions judiciaires prononcées au sein d'autres Etats parties. Cependant, il demeure incertain si cette disposition est applicable à toutes les infractions établies dans l'Annexe du STCE no. 198. Si tel n'est pas le cas, il est recommandé au pays de rectifier cette lacune.

Azerbaïdjan

1. En Azerbaïdjan, aucune mesure législative ou autre n'est actuellement en place pour prévoir la possibilité de prendre en compte les décisions étrangères antérieures portant sur des infractions établies conformément à la STCE n° 198. Les autorités signalent cependant que cette question devrait être traitée en 2019, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national 2017-2019 sur la lutte contre le financement du terrorisme et la légalisation des fonds ou autres biens d'origine criminelle (adopté en novembre 2016), en particulier le point 2.6 de ce Plan : « Adopter des mesures pour améliorer la législation sur la confiscation et le recouvrement des fonds ou autres biens d'origine criminelle ».

Conclusion/Recommandation

2. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence habilitant les tribunaux à prendre en compte la récidive internationale comme prévu par la Convention, il est recommandé à l'Azerbaïdjan d'intégrer le concept de récidive internationale à sa législation interne ou par le biais de la jurisprudence.

Belgique

1. La Belgique a été évaluée par la CdP en 2016. Les évaluateurs ont noté que les condamnations antérieures issues d'une juridiction d'un autre État membre de l'UE devaient être prises en considération dans les mêmes conditions que les décisions issues d'une juridiction belge. La récidive est prise en compte au moment de la détermination de la peine, mais seulement sur la base de décisions antérieures en Belgique ou dans un pays membre de l'UE. Le rapport recommandait à la Belgique de permettre à ses tribunaux et à ses parquets de prendre en compte les décisions antérieures indépendamment de l'État partie dans lequel elles avaient été adoptées.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités belges indiquent avoir transposé la Décision-cadre du Conseil 2008/675/JAI dans leur droit interne, qui dispose donc que les décisions antérieures rendues dans un autre État membre de l'UE sont prises en compte dans les mêmes conditions que les condamnations pénales prononcées en Belgique. Ces décisions antérieures emportent également les mêmes effets et conséquences judiciaires. Toutefois, les autorités ne précisent pas si cette disposition juridique peut être étendue aux États de la CdP non-membres de l'UE. La Belgique conclut que l'article 11 est « partiellement appliqué » ; on peut en déduire que la disposition ne s'applique pas aux États non-membres de l'UE.

3. Aucune information n'est fournie concernant l'application de l'article 11 dans les cas de récidive pour des infractions couvertes par la STCE n° 198.

Conclusion/Recommandation

4. La Belgique a adopté des mesures pour permettre à ses tribunaux et à ses parquets de tenir compte des jugements rendus dans d'autres États membres de l'UE. Toutefois, la restriction de cette possibilité aux seuls États membres de l'UE contrevient à la Convention. Il est donc recommandé aux autorités belges de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux tribunaux et aux parquets de prendre en compte les décisions antérieures indépendamment de l'État partie dans lequel elles ont été rendues. Il leur est également recommandé de modifier la loi pour prévoir une circonstance aggravante ou une peine plus lourde en cas de récidive (internationale).

Bosnie-Herzégovine

1. L'article 48 du Code pénal de Bosnie-Herzégovine dispose que le tribunal doit tenir compte de la conduite antérieure de l'auteur. En décidant de la peine pour l'infraction pénale récidiviste, le tribunal devrait accorder une attention particulière à la question de savoir si l'infraction la plus récente est du même type que la précédente, si les deux actes ont été perpétrés avec le même motif, et il tiendra également compte de la durée de temps écoulée depuis que la condamnation a été prononcée, ou depuis que la peine a été purgée ou graciée (paragraphe 2 de l'article 48). Les autorités ont fait valoir que l'article 48 a été mis en pratique par les tribunaux judiciaires en ce qui concerne les infractions pénales établies conformément à la Convention. Les autorités ont également indiqué que des dispositions similaires figuraient dans les Codes pénaux des entités – notamment à l'article 49 du Code pénal de la Fédération de Bosnie-Herzégovine ; à l'article 37 du Code pénal de la Republika Srpska ; et à l'article 49 du Code pénal du district de Brcko. En outre, un système de gestion des affaires a récemment été mis en place pour faciliter les statistiques et la conservation de toutes les décisions rendues par les tribunaux.

Conclusion/Recommandation

2. La Bosnie-Herzégovine se conforme aux exigences de l'article 11.

Bulgarie

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités bulgares indiquent que l'article 11 de la Convention est transposé par l'article 8 du Code pénal bulgare, qui dispose que « les condamnations prononcées par un tribunal étranger pour une infraction pénale à laquelle le Code pénal bulgare s'applique sont prises en compte dans les cas spécifiés dans un accord international auquel la République de Bulgarie est partie ». Cela vaut aussi pour les condamnations définitives prononcées dans un autre État membre de l'UE, en particulier lorsqu'une procédure pénale est ouverte contre la même personne en République de Bulgarie.

2. Les autorités ont indiqué que l'article 8 du CC est appliqué en conséquence par les tribunaux bulgares - l'expression "tenir compte" de l'article 8 du CC signifie que la sentence d'un tribunal étranger produit les mêmes effets juridiques qu'une sentence rendue par un tribunal national, y compris en cas de récidive. Les règles concernant la sanction en cas de crimes multiples ou de récidive, qu'ils soient nationaux ou internationaux, sont prévues dans la section IV "Crimes multiples", chapitre deux "Crime" de la partie générale du code pénal bulgare (article 29 et autres).

Conclusion/Recommandation

3. La législation bulgare prévoit la prise en compte de la récidive internationale à condition que la Bulgarie ait conclu un accord international avec les États concernés

Croatie

1. Dans l'évaluation menée par la CdP en 2013, les rapporteurs ont noté que le Code pénal croate ne couvrait pas explicitement la question de la récidive internationale. Cependant, l'article 47 du Code pénal impose aux tribunaux, lorsqu'ils déterminent le type et la gravité de la peine, d'apprécier toutes les circonstances pouvant peser sur cette décision. En outre, la vérification du casier judiciaire et de l'existence de condamnations antérieures, en Croatie ou à l'étranger, fait partie intégrante de la procédure pénale, de la phase des poursuites jusqu'à l'adoption d'une décision définitive par les juges. Dans le rapport de progrès de 2016, la CdP a recommandé d'envisager de prendre toute autre mesure nécessaire pour familiariser les procureurs avec les procédures permettant la prise en compte d'une condamnation étrangère rendue contre une personne physique ou morale dans une autre Partie et portant sur les infractions établies conformément à la Convention (STCE n° 198). Il était également recommandé d'envisager d'insérer dans la législation croate des mesures prévoyant l'application du principe de la récidive internationale.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités affirment que l'article 47 du Code pénal autorise les tribunaux, au moment de déterminer le type et la gravité de la peine, à apprécier entre autres le parcours de l'auteur. Cela comprend l'analyse du casier judiciaire, auquel les tribunaux et le parquet général ont directement accès. Des données sont conservées sur les ressortissants croates condamnés pour des infractions pénales en Croatie, ainsi que sur ceux légalement condamnés en dehors de Croatie lorsque les données ont été transmises aux autorités croates.

3. La Croatie signale aussi utiliser le système d'échange de données pénales de l'Union européenne. Au moment de l'évaluation de 2013, la Croatie n'était pas encore membre de l'Union européenne, mais pouvait utiliser le Système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) pour demander et recevoir des données tirées des casiers judiciaires de ressortissants d'États de l'UE condamnés dans l'un de ces États. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités croates disent continuer d'utiliser le système ECRIS, désormais en tant qu'État membre de l'UE. Concernant les États non membres de l'UE, des accords bilatéraux permettent la présentation et l'échange de données. Pour déterminer la peine, les tribunaux croates ne distinguent pas les décisions définitives de tribunaux nationaux de celles rendues par d'autres Parties.

4. Concernant l'entraide judiciaire, la loi croate sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (2004), article 20.3, dispose que le ministère de la Justice informe l'autorité étrangère compétente de toutes les mesures et condamnations pénales visant des ressortissants de l'État concerné. Les tribunaux croates et les autres autorités judiciaires compétentes peuvent solliciter une entraide judiciaire en vertu des dispositions de conventions multilatérales (comme la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du Conseil de l'Europe, 1959) et d'accords bilatéraux.

5. Bien que l'évaluation initiale menée par la CdP date de 2013, les autorités croates n'ont livré ni en 2016 pour le rapport de progrès, ni en 2018 pour le questionnaire, des compléments d'information sur la recommandation de prendre des mesures pour familiariser les procureurs avec les procédures permettant la prise en compte d'une condamnation étrangère.

6. Aucune information n'a été fournie concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 de la STCE no. 198.

Conclusion/Recommandation

7. La législation croate respecte l'article 11 dans la mesure où les tribunaux doivent tenir compte du parcours de l'auteur avant l'infraction ; toutefois, il est recommandé d'envisager l'adoption de

mesures législatives ou autres pour transposer le principe spécifique de la récidive internationale dans la législation croate.

Chypre

1. Les autorités chypriotes expliquent que leurs autorités judiciaires sont habilitées à tenir compte des condamnations déjà prononcées contre l'accusé par les juridictions pénales d'États membres de l'UE, pour des infractions qui existent aussi en droit chypriote. Les tribunaux des pays tiers, par exemple ceux des États de la CdP, ne sont pas spécifiquement mentionnés. Cependant, les autorités indiquent que même en l'absence de mention de ces pays dans la législation, si le parquet reçoit des informations sur des condamnations pénales dans des pays tiers et les transmet au tribunal, ce dernier peut en tenir compte pour déterminer la peine.

2. Les autorités chypriotes indiquent que les condamnations antérieures prononcées par les juridictions pénales d'États membres de l'UE emportent circonstance aggravante et conduisent à une peine plus lourde. Ce fait est établi dans la pratique des tribunaux, et non inscrit dans la loi.

3. Aucune information n'a été fournie concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 de la STCE no. 198.

Conclusion/Recommandation

4. Chypre a adopté des mesures pour permettre à ses tribunaux et à ses parquets de tenir compte des jugements rendus dans d'autres États membres de l'UE. Toutefois, il est recommandé aux autorités chypriotes de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux tribunaux et aux procureurs de tenir compte des jugements antérieurs d'États de la CdP non membres de l'UE. Il est également recommandé aux autorités chypriotes d'envisager de prévoir en droit interne que la récidive (internationale) entraîne une circonstance aggravante et/ou une peine plus lourde.

Danemark

1. Le Danemark explique qu'en vertu de l'article 84.2 de son Code pénal, les tribunaux danois peuvent s'appuyer à la fois sur les jugements rendus au Danemark et en dehors du Danemark pour imposer une peine plus lourde en cas d'infraction répétée. La répétition d'une infraction emporte circonstance aggravante.

2. Aucune information n'est fournie quant à la mise en œuvre pratique de l'article 11 de la STCE n° 198.

Conclusion/Recommandation

3. D'après les informations fournies, la législation danoise est conforme à l'article 11 de la Convention.

Estonie

1. La législation estonienne prévoit, bien qu'indirectement, la prise en compte des décisions étrangères antérieures. Le Code pénal prévoit des circonstances aggravantes pour l'infraction de blanchiment de capitaux, notamment la récidive ("au moins deux fois", article 394 du Code pénal). Néanmoins, il n'est pas certain que cela comprenne la possibilité de prendre en compte, lors de la détermination de la peine, les décisions définitives prises dans un autre Etat Partie à l'encontre de personnes physiques ou morales, ni que cela couvre toutes les infractions énumérées dans l'annexe

à la STCE n° 198.

2. D'autre part, il est important de noter que des données sont conservées sur les personnes qui ont commis des infractions pénales ou des délits, jusqu'à la suppression des informations (article 5, paragraphe 1, de la loi sur la base de données du casier judiciaire). Si des informations sur une condamnation prononcée par une autre Partie sont reçues, elles sont introduites dans cette base de données (point 7§ 6 de la loi précitée). Les organes d'enquête chargés des procédures préliminaires en matière pénale et les procureurs ont accès à la base de données du casier judiciaire (article 20, paragraphe 1, points 3 et 7) et peuvent utiliser ces données pour mener des procédures pénales et planifier des activités de surveillance.

3. En outre, le Centre des registres et des systèmes d'information a le droit d'adresser à une autorité centrale d'un autre État membre de l'UE une demande de renseignements concernant les informations inscrites dans le casier judiciaire, si ces informations sont demandées par un tribunal dans le cadre de l'examen d'une affaire faisant l'objet d'une procédure ou par un organisme d'enquête concernant une affaire pénale faisant l'objet d'une procédure (section 30 de la base de données sur les casiers judiciaires).

4. Par conséquent, les décisions nationales ainsi que les décisions rendues par d'autres Parties qui ont été enregistrées dans la base de données peuvent être prises en compte lors de la détermination de la sanction devant les tribunaux estoniens.

5. En ce qui concerne l'échange d'informations avec les États membres de l'UE, les casiers judiciaires et les informations sur les condamnations sont partagés en utilisant le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) ou sur la base de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Conclusion/ Recommandation

6. La législation estonienne est largement conforme à l'article 11 dans la mesure où la récidive est une circonstance aggravante et où la base de données des casiers judiciaires à laquelle les autorités compétentes ont accès contient également des données sur les décisions d'autres États Parties, ou sur la base d'une enquête directe auprès d'un autre État Partie. Il n'est pas certain que les circonstances aient permis d'appliquer ce principe dans les condamnations pour blanchiment de capitaux qui ont été prononcées jusqu'à présent, car aucune information n'a été communiquée sur la pratique réelle.

7. L'Estonie devrait envisager de prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour s'assurer que les procureurs connaissent les procédures permettant d'obtenir des condamnations à l'étranger contre des personnes physiques et morales prises dans une autre Partie en relation avec des infractions établies conformément à la STCE n° 198. En outre, les autorités pourraient envisager d'incorporer dans la législation estonienne des mesures mettant en œuvre la norme relative à la " récidive internationale ".

France

1. Le Code pénal français prévoit la possibilité de tenir compte des décisions déjà rendues dans des États membres de l'UE. Elle ne s'étend cependant pas aux États hors UE. Ainsi, tous les États de la CdP ne sont pas couverts par la législation nationale aux fins de l'article 11.

2. Les données sur les condamnations prononcées à l'étranger sont conservées et régulièrement mises à jour dans le cadre du casier judiciaire national, en application d'accords ou de conventions

internationales. En outre, pour le territoire de l'UE, des données pénales sont échangées via l'ECRIS (Système européen d'information sur les casiers judiciaires). Les membres de la magistrature ont accès à ces données.

3. Les décisions antérieures sont prises en compte et peuvent donc caractériser la récidive. Les autorités indiquent qu'en vertu des principes généraux du droit, le juge jouit d'une certaine marge d'interprétation ; il peut donc tenir compte des condamnations antérieures pour rendre sa décision. Les informations fournies ne mentionnent ni disposition législative spécifique, ni la preuve d'une mise en œuvre pratique dans la jurisprudence.

Conclusion/Recommandation

4. La France a adopté des mesures pour permettre à ses tribunaux et à ses parquets de tenir compte des jugements rendus dans d'autres États membres de l'UE. Toutefois, la restriction de cette possibilité aux seuls États membres de l'UE contrevient à la Convention. Il est donc recommandé aux autorités françaises de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux tribunaux et aux parquets de prendre en compte les décisions antérieures indépendamment de l'État partie dans lequel elles ont été rendues. Les autorités sont en outre invitées à envisager d'insérer dans la législation nationale une circonstance aggravante ou une peine plus lourde en cas de récidive (internationale).

Géorgie

1. Dans sa réponse au questionnaire, la Géorgie explique que la question des jugements rendus par un tribunal étranger compétent est couverte par la loi géorgienne sur l'entraide judiciaire en matière pénale. En vertu de l'article 56 de cette loi, l'autorité nationale en charge de la procédure tient compte des jugements rendus contre la personne pour une autre infraction pénale à l'étranger si cette situation est couverte par un accord international pertinent (y compris un accord ponctuel). En outre, les autorités indiquent que la signature de la STCE n° 198 par la Géorgie rend ses dispositions directement applicables en droit géorgien, si bien que les décisions prises à l'encontre d'une personne physique ou morale par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention peuvent être prises en compte dans des procédures menées en Géorgie.

2. La réponse ne comporte ni information sur d'éventuelles circonstances aggravantes ou peines plus lourdes en cas de récidive, ni exposé ou exemple de cas pratiques illustrant la mise en œuvre effective de la disposition.

Conclusion/Recommandation

3. La législation géorgienne n'habilite les autorités judiciaires à tenir compte des jugements déjà rendus à l'étranger, sur la base de la Convention. Si cela n'est pas déjà prévue, il est recommandé aux autorités d'envisager de prévoir en droit interne que la récidive (internationale) entraîne une circonstance aggravante et/ou une peine plus lourde.

Allemagne

1. Les tribunaux allemands sont tenus de tenir compte des condamnations définitives juridiquement contraignantes, ce qui constitue aujourd'hui un « principe général » dans la jurisprudence allemande. En outre, la législation allemande prévoit que le tribunal, pour déterminer la peine, tient compte des condamnations étrangères dans le cadre de son obligation de mener un examen complet de toutes les circonstances – dont les antécédents de l'auteur. La loi ne prévoit pas de

circonstance aggravante ou de peine plus lourde en cas d'infraction répétée.

2. Pour le calcul des amendes contre les personnes morales et les associations, il est prévu de même que toutes les circonstances doivent être examinées, ce qui englobe spécifiquement les violations commises par le passé.

3. Il n'existe cependant ni statistiques ni études montrant que les condamnations ou amendes définitives et juridiquement contraignantes déjà prononcées à l'étranger sont prises en compte dans la détermination des peines ou des amendes dans les procédures nationales.

Conclusion/Recommandation

4. Compte tenu de l'existence d'une jurisprudence de prise en compte des condamnations antérieures définitives et juridiquement contraignantes, l'Allemagne se conforme à l'article 11. Il est cependant recommandé l'insertion en droit interne d'une circonstance aggravante et/ou d'une peine plus lourde en cas de récidive (internationale).

Grèce

1. La loi grecque sur la LBC/FT et le Code pénal habilite les tribunaux qui jugent des affaires de blanchiment de capitaux et/ou de financement du terrorisme à tenir compte des condamnations définitives prononcées par les tribunaux d'autres États parties à la STCE n° 198. Les dispositions de droit interne sur la récidive inscrites dans le Code pénal servent donc de base. Les articles pertinents de la loi sur la LBC/FT et du Code pénal ont été modifiés par la loi 4478/2017, qui porte ratification de la STCE n° 198. Le Code pénal prévoit une circonstance aggravante en cas de récidive.

2. Pour l'échange de données sur les condamnations antérieures à l'étranger, les autorités grecques s'appuient sur les demandes d'entraide judiciaire, sur des accords internationaux et sur les décisions-cadres de l'UE. Les autorités ne peuvent pas encore démontrer l'application pratique de l'article 11.

Conclusion/Recommandations

3. La législation grecque est conforme à l'article 11 de la STCE n° 198. Cependant, l'application de cet article n'est pas démontrée, compte tenu de la récente adoption des dispositions correspondantes.

Hongrie

1. Les autorités hongroises (ministère de la Justice, Office national de la justice et Bureau du procureur général) fournissent le cadre juridique hongrois applicable à la reconnaissance et à la prise en compte des décisions de justice étrangères. Il existe trois modalités pour cela. Premièrement, la décision d'un tribunal d'un État membre de l'UE peut être directement prise en compte dans une affaire nationale. Deuxièmement, lorsqu'une décision étrangère (d'un État membre de l'UE) offre une base factuelle sur laquelle appliquer une peine ou une mesure plus lourde à l'accusé dans l'affaire jugée au niveau national, le jugement du tribunal étranger doit être transposé en droit hongrois via un processus juridique. Troisièmement, si un tribunal d'un État non membre de l'UE a rendu un jugement pertinent pour la procédure nationale, ce jugement doit être reconnu par un tribunal hongrois à travers une procédure formelle pour pouvoir emporter des conséquences en Hongrie.

2. En particulier s'agissant des tribunaux des États membres de l'UE, le cadre hongrois prévoit la reconnaissance des décisions étrangères antérieures. En outre, les tribunaux hongrois prennent connaissance des données sur les jugements des autres États membres de l'UE via le Système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS). Concernant les pays hors Union européenne, le ministère de la Justice (autorité centrale dans ce domaine) reçoit et échange tous les ans des données relatives aux infractions pénales. Par rapport à celles de l'ECRIS, ces données sont cependant considérées comme incomplètes et fragmentaires. Outre les échanges réguliers, les autorités compétentes sont tenues de solliciter des données sur le casier judiciaire lorsqu'au cours de l'enquête, elles apprennent que l'auteur a déjà fait l'objet d'une condamnation.

3. Une fois la décision du tribunal étranger reconnue par le tribunal hongrois, les données relatives à la condamnation antérieure sont intégrées au système de casiers judiciaires.

4. La décision étrangère emporte les mêmes effets que si elle avait été prise par un tribunal hongrois. La récidive simple peut alors être considérée comme une circonstance aggravante, et la peine peut encore s'alourdir en cas de récidive *spéciale*⁸, de récidive multiple ou de récidive multiple avec violence.

5. Aucune information n'a été fournie concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 de la STCE no. 198.

Conclusion/Recommandation

6. La législation hongroise prévoit la possibilité de tenir compte des décisions étrangères.

Italie

1. Les autorités italiennes expliquent que l'article 12 du Code pénal italien prévoit la reconnaissance des décisions pénales étrangères dans les procédures nationales, en particulier pour établir la récidive ou un autre effet pénal résultant de la condamnation. Les articles 730 à 735 *bis* et 740 du Code de procédure pénale décrivent les procédures et les prérequis. Après reconnaissance du jugement par la Cour d'appel italienne, à l'issue d'une procédure engagée par le ministère de la Justice et le parquet concerné, les données sont reportées sur les casiers judiciaires, auxquels toutes les autorités judiciaires italiennes ont accès. Une décision étrangère reconnue peut avoir le même effet que celui prévu par le Code pénal pour les infractions commises dans le pays.

2. Les autorités rappellent l'existence de l'ECRIS pour les échanges de données avec les États membres de l'UE ; concernant les États hors UE, les données sont partagées en vertu des conventions internationales en vigueur.

3. La réponse fournit des données sur les procédures engagées pour la reconnaissance de décisions pénales étrangères en vue d'établir la récidive (ou un autre effet pénal résultant de la condamnation). En 2016, 128 procédures de ce type ont été engagées ; ce chiffre s'élevait à 55 en 2017 et à 19 en 2018.

4. D'autres reconnaissances ont eu lieu dans le cadre de procédures d'exécution ; les autorités précisent que ce cadre est « différent » des dispositions de la STCE n° 198 « mais peut avoir des liens avec elles ». Ce dernier type de reconnaissance ne fait pas l'objet de statistiques précises et n'est donc pas pris en compte dans les chiffres mentionnés plus haut.

⁸ La notion de « récidive spéciale » en droit hongrois n'est pas explicitée dans la réponse des autorités.

Conclusion/Recommandation

5. Les autorités italiennes sont en mesure de prendre en considération les décisions définitives rendues par une autre Partie concernant les infractions établies conformément à la STCE n° 198 après que ces décisions ont été reconnues en vertu d'une procédure juridique interne. Les statistiques fournies sur la pratique de la reconnaissance des décisions pénales étrangères le démontrent.

Île de Man

1. Sur l'île de Man, les tribunaux peuvent tenir compte d'une condamnation antérieure prononcée par une juridiction étrangère pour déterminer la peine d'une personne mise en cause. Cette pratique s'appuie sur la loi de 2019 relative à la preuve en matière pénale (Criminal Evidence Act 2019, CEA 2019), qui précise la procédure à suivre pour obtenir des preuves, y compris celles relatives à la « moralité douteuse » d'une personne. La loi définit en outre les éléments tendant à affecter la crédibilité de la personne concernée. Aux termes de l'article 4 de la CEA, il s'agit notamment des preuves relatives à la mauvaise conduite de la personne mise en cause, à condition qu'elles ne soient pas liées aux faits constitutifs de l'infraction dont il s'agit. Point important, l'article 7(1)(d) de la même loi précise que ces preuves doivent être pertinentes au regard d'un élément clé du litige entre la personne mise en cause et l'accusation. En outre, l'article 9(1a) précise que cela peut inclure des éléments de preuve indiquant que le prévenu a une propension à commettre des infractions similaires. Pour établir cette propension, le ministère public est autorisé à s'appuyer sur des condamnations antérieures prononcées par des tribunaux étrangers, à condition qu'elles soient recevables et suffisamment probantes dans le contexte de la procédure.

Effectivité de la mise en œuvre

2. Aucune jurisprudence n'a été fournie pour démontrer la mise en œuvre concrète de l'obligation.

Conclusion/Recommandation

3. Il existe des dispositions légales qui permettent au tribunal de prendre en considération les condamnations étrangères antérieures lors de la détermination de la peine. Cependant, aucun élément n'a été présenté concernant la mise en œuvre pratique de cette possibilité juridique. Il est donc recommandé aux autorités de mener des actions de sensibilisation à ce sujet.

Jersey

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités ont indiqué que les décisions antérieures peuvent être prises en compte lors de l'appréciation de la peine dans le cadre des procédures pénales internes. En vertu de la loi de 2003 relative aux procédures policières et aux preuves en matière pénale (Jersey), le tribunal évalue la « mauvaise réputation » de la personne poursuivie, à la demande du procureur. Ce dernier doit produire des preuves attestant du comportement répréhensible antérieur du mis en cause (article 82F), démontrant ainsi sa propension à commettre des infractions similaires. Il peut notamment faire état de condamnations antérieures prononcées par des tribunaux étrangers. Les autorités ont précisé que, conformément à la loi de 1851 sur les preuves, les condamnations émanant de juridictions étrangères seront prises en compte dans la procédure dès lors que le procureur fournira (i) une copie certifiée conforme de la condamnation étrangère (ii) des pièces justificatives attestant de l'équivalence de l'infraction commise à l'étranger en droit interne.

2. Les autorités ont également souligné que dans le cadre de l'appréciation de la peine, le tribunal de Jersey peut s'appuyer sur les lignes directrices britanniques sur la détermination de la peine.

Ces lignes directrices précisent comment les condamnations antérieures, y compris celles prononcées par des juridictions étrangères, peuvent aggraver la peine encourue. En particulier, l'article 65 de ce texte demande aux tribunaux de considérer chaque condamnation antérieure pertinente comme une circonstance aggravante. Bien qu'elles ne revêtent pas un caractère contraignant pour les tribunaux de Jersey, ces lignes directrices sont utilisées et sont conformes aux exigences de l'article 11.

Effectivité de la mise en œuvre

3. Les autorités ont fourni plusieurs exemples de cas démontrant la prise en compte des condamnations antérieures dans le cadre de l'appréciation de la peine par les tribunaux nationaux. Ces condamnations antérieures avaient été prononcées en Angleterre, à Guernesey ou en Écosse.

Conclusion/Recommandation

4. À Jersey, plusieurs dispositions juridiques permettent aux tribunaux de prendre en considération les condamnations antérieures prononcées par une juridiction étrangère lors de la détermination de la peine. De plus, les autorités ont montré la mise en œuvre effective des dispositions pertinentes au travers de la jurisprudence.

Lituanie

1. La législation lituanienne est conforme aux exigences de l'article 11 de la Convention STCE n° 198. Plus précisément, l'article 54 du Code pénal (CP) prévoit la prise en compte des circonstances atténuantes et aggravantes dans l'application des peines par les tribunaux. En outre, les circonstances aggravantes sont définies à l'article 60 du CP comme incluant les infractions commises en récidive. L'infraction commise en récidive concerne une situation dans laquelle l'auteur d'une infraction a déjà été condamnée pour des infractions intentionnelles (art. 27 du CP).

2. Dans leurs réponses au questionnaire, les autorités ont indiqué qu'une condamnation antérieure est définie comme une condamnation prononcée par un tribunal national ou un tribunal d'un autre État membre de l'UE. Les personnes condamnées pour avoir commis une infraction dans un État non-membre de l'UE doivent être considérées comme une personne ayant déjà été condamnée, à condition qu'une notification de passage en force de chose jugée de ce jugement soit reçue par les autorités lituaniennes (et que cette notification soit faite conformément aux dispositions pertinentes des conventions internationales). Le tribunal doit prendre en compte une condamnation antérieure lorsqu'il prononce une peine pour la commission d'une nouvelle infraction (art. 97 du CP).

3. Aucune information n'a été fournie concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 STCE no. 198.

Conclusion/Recommandation

4. La législation lituanienne est conforme aux exigences de l'article 11 de la Convention STCE n° 198.

Lettonie

1. Il ressort clairement des réponses au questionnaire que le cadre juridique letton prévoit indirectement la prise en compte des décisions étrangères antérieures. La Loi pénale

dispose que « pour déterminer le type de peine, la personnalité de l'auteur est prise en compte, ce qui englobe son casier judiciaire ». Il n'existe cependant pas de mesure législative ou autre prévoyant la possibilité de prendre en compte, pour déterminer la peine, les décisions prises à

l'encontre de personnes morales par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention STCE n° 198.

2. Les données relatives aux personnes qui ont commis des infractions pénales et des violations administratives sont consignées lorsqu'elles sont fournies par les autorités centrales d'États membres de l'UE, de l'Espace économique européen ou de la Fédération suisse. Les informations fournies par un pays tiers en vertu d'accords internationaux concernant les condamnations de personnes physiques et morales pertinentes pour des procédures dans le pays sont également partagées.

3. Les autorités lettones citent la Loi pénale lettone, qui dispose que « la perpétration d'une infraction pénale en récidive est reconnue comme une circonstance aggravante ». La mise en œuvre pratique n'est pas démontrée car les systèmes d'information des tribunaux, qui réunissent les informations sur les jugements, ne conservent pas de données spécifiques à ce sujet.

Conclusion/Recommandation

La législation lettone respecte l'article 11 dans la mesure où les tribunaux doivent tenir compte du parcours de l'auteur avant l'infraction ; toutefois, il est recommandé d'envisager l'adoption de mesures législatives ou autres pour transposer le principe spécifique de la « récidive internationale » dans la législation lettone.

Malte

1. Le rapport d'évaluation de Malte par la CdP (2014) concluait que les autorités judiciaires maltaises étaient en mesure de tenir compte des décisions définitives prises par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention STCE n° 198. Il n'y avait pas d'information disponible sur la pratique réelle, mais le rapport soulignait que Malte avait une certaine expérience, en tant qu'État membre de l'UE, de l'échange d'informations tirées des casiers judiciaires dans le cadre des instruments juridiques de l'UE.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités maltaises réitèrent que la législation maltaise habilite les tribunaux à tenir compte d'un jugement rendu par un tribunal étranger au moment de déterminer le quantum de la peine lorsque le jugement en question est devenu définitif et irrévocable. Ce point figure dans l'article 49.1 du Code pénal. La même disposition énonce le principe de la récidive. Est considérée comme récidiviste toute personne qui, « après avoir été condamnée pour toute infraction par une décision de justice, même délivrée par un tribunal étranger, qui a acquis l'autorité de la chose jugée, commet une autre infraction ». Les articles 50 à 54 du Code pénal régissent les effets de la récidive sur la peine. Ces dispositions n'établissent pas de différence selon que la condamnation antérieure a été prononcée par un tribunal maltais ou étranger. Les autorités maltaises considèrent par conséquent que la récidive internationale doit être prise en compte dans l'application de ces dispositions, et peut entraîner une aggravation de la peine. Cependant, cette prise en compte n'est pas automatique : elle est laissée à la discrétion du tribunal. On compte actuellement deux affaires pendantes pour lesquelles les preuves d'une condamnation à l'étranger ont été présentées au cours de la procédure.

3. Les jugements étrangers peuvent être transmis à Malte s'ils sont authentifiés par l'État dans lequel ils ont été rendus. Les autorités maltaises semblent donc prêtes à recevoir des données pénales y compris d'États non-membres de l'UE mais membres du CdE. Concernant l'UE, les autorités notent que la directive 2014/41/UE a été transposée en droit maltais, ce qui facilite l'exécution transfrontalière de mesures d'enquête spécifiques visant à recueillir des preuves pour des procédures elles-mêmes de nature pénale, ou qui pourraient donner lieu à des procédures pénales. En vertu de cette directive, une décision d'enquête peut être émise en vue, notamment,

d'obtenir des preuves déjà en possession des autorités compétentes de l'État d'exécution. Elle s'étend donc aux informations sur les antécédents judiciaires de la personne visée par l'enquête ou par les poursuites.

Conclusion/Recommandation

4. Malte est en mesure de tenir compte de la récidive internationale comme le requiert l'article 11.

Royaume du Maroc

1. La loi marocaine permet de prendre en compte la récidive internationale au moment de la détermination d'une peine. En effet, selon l'article 716 du code pénal, la juridiction répressive peut retenir une condamnation étrangère comme l'un des termes de la récidive lorsque celle-ci prononce une peine, à condition que l'infraction sanctionnée par le tribunal étranger soit également punissable en vertu de la loi marocaine. Il appartient également à la juridiction répressive, selon le même article, d'examiner le casier judiciaire de l'auteur de l'infraction, qui comprend des informations sur les condamnations étrangères transmises aux autorités marocaines. Il convient de noter que le pays est partie à plusieurs conventions internationales et accords bilatéraux, ce qui lui permet de bénéficier d'échanges d'informations avec d'autres États. Les autorités ont confirmé que cette disposition était bien applicable à toutes les infractions établies dans l'Annexe du STCE n° 198.

Effectivité

2. Aucune décision ou donnée statistique n'a été communiquée, ce qui ne permet pas de mesurer la mise en œuvre pratique de l'article 11.

Conclusion / Recommandation

3. Les autorités marocaines sont en mesure de prendre en considération les décisions définitives rendues par un autre Etat conformément aux exigences de l'article 11. Néanmoins, il n'y a pas de mise en œuvre pratique de cette disposition, ce qui s'explique également eu égard à la récente adhésion du Royaume du Maroc à la Convention. Le pays est encouragé à utiliser ce mécanisme en pratique⁹.

Monaco

1. Le Code pénal ou le Code de procédure pénale monégasques ne contiennent pas de dispositions générales établissant la notion de récidive internationale. En revanche, la récidive internationale constitue une circonstance aggravante pour plusieurs crimes graves. En vertu de l'article 218-2 du Code pénal, *"Il y a circonstance aggravante lorsque l'auteur a été condamné par une juridiction étrangère pour une infraction de blanchiment"*. En cas de circonstance aggravante, la peine d'emprisonnement encourue ira de dix à vingt ans au lieu de cinq à dix ans, et l'amende maximale peut être multipliée par vingt. Pour ce qui est du faux-monnayage, l'article 83-4 du Code pénal prévoit que *"Lorsqu'une personne engage sa responsabilité pénale pour une des infractions prévues aux articles 77 à 83-2, la récidive est constituée si la personne a déjà été condamnée définitivement, par une juridiction pénale d'un État membre du Conseil de l'Europe, pour un crime ou un délit ayant les mêmes éléments constitutifs."*

2. De plus, les autorités ont signalé que, conformément aux obligations découlant de l'article 22 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, la Principauté de Monaco

⁹ Il convient de rappeler que selon la note interprétative de l'article 11, l'article n'implique pas d'obligations positives pour les tribunaux et les parquets d'entreprendre des démarches afin de rechercher si les personnes poursuivies ont fait l'objet de condamnations définitives prononcées par une autre Partie.

transmet spontanément aux États signataires de ladite Convention les notifications de condamnations concernant les ressortissants de ces derniers qui ont été inculpés devant les juridictions monégasques. La Principauté se voit également transmettre des États signataires de la Convention du 20 avril 1959 les condamnations concernant ses ressortissants. Étant donné ces dispositions, les autorités ont indiqué que les tribunaux appliquent la récidive internationale, en tenant compte des sentences prononcées par des juridictions étrangères à l'encontre de leurs ressortissants.

Conclusion/Recommandation

3. Les autorités monégasques sont en mesure d'appliquer la récidive internationale, mais la liste des infractions pour lesquelles celle-ci est applicable (en vertu du Code pénal) ne couvre pas toutes les infractions prévues par l'Annexe à la Convention. Les autorités sont donc invitées à envisager d'étendre la liste des infractions prévues dans le Code pénal monégasque pour lesquelles la récidive internationale devrait s'appliquer.

Monténégro

1. D'après l'évaluation du Monténégro par la CdP parue en 2014, le Code pénal monténégrin ne couvre pas expressément la récidive internationale. Toutefois, l'article 42 du Code pénal impose aux tribunaux de tenir compte du comportement de l'auteur et d'une éventuelle récidive. Cette exigence figure également dans la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales et dans le Code de procédure pénale.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités rappellent l'article 42 du Code pénal, expliquant que l'obligation faite aux tribunaux de tenir compte de toute circonstance atténuante ou aggravante pour déterminer la peine englobe aussi les décisions antérieures relatives à la même personne, si bien que la récidive est couverte par la législation monténégrine. La loi précitée et le Code de procédure pénale sont également évoqués pour montrer que les « condamnations antérieures de l'accusé » sont prises en compte, que ces condamnations aient été prononcées par des juridictions internes ou étrangères. Il n'y a donc pas eu de changement depuis l'évaluation de 2014. Les autorités illustrent l'application de l'article 11 en citant une affaire dans laquelle un ressortissant monténégrin avait déjà été condamné par un tribunal serbe, ce qui avait constitué une circonstance aggravante.

Conclusion/Recommandation

3. Bien que la législation monténégrine impose de tenir compte du parcours de l'auteur, il est recommandé d'ajouter à la législation interne la notion spécifique de récidive internationale. Il est également recommandé aux autorités monténégrines d'envisager l'adoption de mesures législatives ou autres prévoyant que la récidive entraîne une circonstance aggravante et/ou une peine plus lourde.

Pays-Bas

1. Les autorités néerlandaises affirment dans leur réponse au questionnaire qu'« en vertu d'un principe général de procédure pénale, dans le système néerlandais de plafonnement des peines, les condamnations antérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la peine maximale ». Les condamnations étrangères pertinentes peuvent également être prises en compte. La récidive, indiquent les autorités, est donc considérée comme une circonstance aggravante. La réponse ne donne ni informations sur une disposition législative spécifique, ni exemples de jurisprudence illustrant la mise en œuvre de la disposition.

Conclusion/Recommandation

2. D'après les informations fournies, la législation néerlandaise est conforme à l'article 11. Il est cependant recommandé d'adopter des mesures législatives ou autres pour veiller à ce que la prise en compte des décisions antérieures rendues à l'étranger soit concrètement intégrée à la législation.

Pologne

1. La Pologne a été évaluée par la CdP en 2013. Deux rapports de progrès ont ensuite été publiés, en 2015 et 2017. Dans le rapport initial, les rapporteurs concluaient que la législation polonaise prévoyait, dans une certaine mesure, la possibilité que des décisions étrangères soient prises en compte pour déterminer la peine. Ce point est réitéré dans les rapports de progrès et dans la réponse de la Pologne au questionnaire. L'article 114a du Code pénal polonais indique que les tribunaux doivent tenir compte des jugements définitifs rendus par un tribunal d'un autre État membre de l'UE sauf si l'acte ne constitue pas une infraction pénale, si l'auteur ne peut être sanctionné ou si la peine imposée n'existe pas en droit pénal polonais.

2. Concernant les pays hors UE, l'article 52.2 du Code pénal autorise les tribunaux polonais à prendre en compte « la personnalité et la situation personnelle de l'auteur et la vie qu'il a menée avant la commission de l'infraction ». Cette disposition est considérée comme une obligation de vérifier les antécédents judiciaires avant de fixer la peine.

3. La possibilité de tenir compte des décisions définitives rendues par un tribunal d'une autre Partie est reflétée dans la pratique des tribunaux polonais. De même, l'article 53 du Code pénal et l'article 213 du Code de procédure pénale impliquent l'obligation positive pour les tribunaux ou les parquets d'entreprendre des démarches afin d'établir si les personnes poursuivies ont déjà été définitivement condamnées par un tribunal d'une autre Partie.

4. Le Code pénal polonais dispose que le tribunal peut prononcer, en cas d'infraction répétée, une peine d'emprisonnement d'une durée allant jusqu'à une fois et demie la durée légale maximale.

Conclusion/Recommandation

5. Bien que la législation polonaise respecte l'article 11 dans la mesure où le parcours de l'auteur doit être vérifié, la notion spécifique de récidive internationale telle que transposée en droit interne ne s'applique qu'aux États membres de l'UE. Il est donc recommandé aux autorités polonaises d'adopter des mesures législatives ou autres pour veiller à ce que la notion de récidive, qui va au-delà du « parcours de l'auteur », couvre tous les États de la CdP.

Portugal

1. Le cadre juridique portugais remplit à la fois directement et indirectement les exigences de l'article 11 de la STCE n° 198. L'article 75.3 du Code pénal dispose que « les condamnations d'une personne par des juridictions étrangères sont prises en compte pour caractériser la récidive [...] à condition que l'acte constitue une infraction pénale en droit portugais ». L'article 71.1 du Code pénal dispose également que « pour déterminer la peine à appliquer, le tribunal vérifie toutes les circonstances qui, sans former partie de l'infraction, sont à prendre en compte en faveur ou au détriment de l'auteur, et notamment son comportement avant et après la perpétration de l'infraction pénale, en particulier lorsqu'il vise à réparer les conséquences de l'infraction ». Cette disposition s'étend à tous les pays du monde.

2. Le droit portugais ne prévoit pas de peine plus lourde en cas de récidive (internationale): le seuil

de la peine encourue pour l'infraction pénale est relevé d'un tiers, mais le plafond reste le même (article 76.1 du Code pénal).

3. Les autorités portugaises signalent que l'article 75.3 du Code pénal n'a pas encore été appliqué dans des affaires pénales relatives au blanchiment de capitaux. Des décisions étrangères antérieures n'ont été prises en compte que pour d'autres infractions, non (nécessairement) liées à la STCE n° 198.

Conclusion/Recommandation

4. Le Portugal a mis en œuvre les dispositions de l'article 11.

République de Moldova

1. L'évaluation de la République de Moldova par la CdP, en 2014, indiquait que la Moldova avait adopté des mesures pour permettre à ses tribunaux et services de poursuite de prendre en compte des décisions finales rendues à l'encontre de personnes dans un autre État partie concernant les infractions établies en conformité avec la STCE n° 198.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités moldaves déclarent que la notion de récidive figure dans la législation, et plus précisément à l'article 34 du Code pénal. Il y est affirmé que « la condamnation définitive et les peines prononcées à l'étranger et reconnues par les juridictions de la République de Moldova sont prises en compte ». En outre, l'article 11.7 du Code pénal indique que les peines et les casiers judiciaires pour des infractions pénales commises hors du territoire de la Moldova sont pris en compte, à travers le processus d'individualisation de la peine, en cas de perpétration d'une nouvelle infraction pénale pour la même personne sur le territoire moldave. Il est tenu dûment compte de la nature préjudiciable et de la gravité de l'infraction commise, de la personnalité de l'auteur et des circonstances pouvant atténuer ou aggraver la responsabilité pénale (article 7 du Code pénal).

3. Cependant, pour caractériser la récidive, les condamnations définitives prononcées à l'étranger doivent être reconnues par le tribunal national en vertu d'une procédure décrite dans le Code de procédure pénale (CPP). Si la décision antérieure n'est pas reconnue, elle ne peut être prise en compte que pour constituer une circonstance aggravante. L'article 78.3 CPP précise toutefois qu'« en cas de circonstances aggravantes, la peine maximale prévue à l'article correspondant à l'infraction commise peut être appliquée ».

4. Le ministère moldave de la Justice confirme l'existence d'affaires judiciaires relatives à l'article 11.

Conclusion/Recommandation

5. La législation moldave est conforme à l'article 11 de la Convention.

Roumanie

1. L'évaluation de la Roumanie par la CdP en 2012 indiquait que les tribunaux et les parquets roumains étaient en mesure de prendre en considération les décisions définitives rendues par une autre Partie. Ce point est établi par l'article 37.3 du Code pénal : « La décision de condamnation par un pays étranger concernant une action incriminée également en droit roumain est prise en considération », qui est entré dans la pratique régulière des tribunaux. En outre, des instruments spécifiques dans le contexte de l'UE et des accords bilatéraux avec des pays tiers assurent

l'effectivité de l'article 37.3.

2. Un nouveau Code pénal est entré en vigueur le 1^{er} février 2014. Concernant les décisions définitives rendues dans une autre Partie, ses dispositions sont similaires à celles du précédent. L'article 41.3 du Code pénal énonce que « pour établir l'existence d'une infraction répétée, il est également tenu compte des décisions de condamnation rendues dans un autre pays pour une violation existant aussi en droit pénal roumain, si cette condamnation a été reconnue en vertu de la loi ». Cela s'applique si la décision a été reconnue par un tribunal roumain. Commettre une infraction pénale après une décision de justice définitive ou après avoir purgé une peine constitue une circonstance aggravante en droit pénal roumain. Même lorsque la condamnation prononcée dans un autre État n'est pas prise en considération sous l'angle de la récidive, elle peut influencer sur la sévérité de la peine.

Conclusion/Recommandation

3. Les autorités roumaines sont en mesure de prendre en considération les décisions définitives rendues par une autre Partie concernant les infractions établies conformément à la STCE n° 198.

Fédération de Russie

1. Le Code pénal russe ne comporte aucune disposition permettant de prendre en compte la condamnation antérieure d'une personne dans un autre pays et de l'utiliser pour dire s'il y a ou non récidive. Au contraire, l'article 18 du Code pénal dispose que « la décision définitive d'un tribunal étranger n'est pas prise en compte pour établir la gravité de la peine en cas d'infraction répétée et n'est pas considérée comme une circonstance aggravante pour fixer la peine ». Cependant, en vertu de l'article 60.3 du Code pénal, au moment de fixer la peine, la « personnalité de l'accusé » est prise en compte en même temps que la nature de l'infraction et sa dangerosité pour la société. Dans ce cadre, le fait que la personne ait été condamnée à l'étranger peut être pris en compte par le tribunal au moment de fixer la peine.

2. En vertu de la Convention de Minsk des États membres de la Communauté des États indépendants (22 janvier 1993), signée par la Fédération de Russie, les juges peuvent tenir compte de la condamnation antérieure du coupable en tant que circonstance aggravante. Cette disposition n'est cependant pas directement intégrée à la législation. Au contraire, l'article 63 du Code pénal dispose qu'une condamnation antérieure ne constitue pas une circonstance aggravante si elle a été prononcée dans un autre pays.

3. Il n'est fourni d'exemples d'affaires pertinents.

Conclusion/Recommandation

4. Bien que la législation russe prévoit la prise en compte du parcours de l'auteur avant l'infraction, il est recommandé d'ajouter à la législation interne la notion spécifique de récidive internationale. Il est également recommandé aux autorités russes d'envisager l'adoption de mesures législatives ou autres prévoyant que la récidive entraîne une circonstance aggravante et/ou une peine plus lourde.

Saint-Marin

1. Le système juridique de Saint-Marin offre aux tribunaux la possibilité de tenir compte de la récidive internationale (article 18 du Code pénal). En outre, la « violation répétée » est considérée comme une circonstance aggravante pour la détermination de la peine dans le contexte d'une procédure pénale. Cependant, en vertu du système juridique interne en vigueur, ce terme ne couvre pas les infractions pénales déjà perpétrées par l'auteur sur un territoire auquel le Code pénal de

Saint-Marin ne s'applique pas. Aucun cas de mise en œuvre de la disposition n'a pu être cité.

Conclusion/Recommandation

2. Les autorités saint-marinaises ont transposé les dispositions de l'article 11 en droit interne.

Serbie

1. Le Code pénal serbe établit la notion de récidive, puisque l'article 55 habilite les autorités compétentes à accorder une attention spéciale à la répétition d'une infraction. En outre, le ministère public est tenu de recueillir des données sur le suspect, notamment sur ses condamnations antérieures, avant de conclure une enquête (article 309 du Code de procédure pénale).

2. Les autorités serbes indiquent que l'article 55 du Code pénal, libellé en termes généraux, s'applique indépendamment de l'infraction pénale et du pays ayant prononcé la condamnation définitive.

3. En outre, la Serbie est partie contractante à 52 accords bilatéraux régissant tout ou partie des formes de coopération judiciaire en matière pénale avec 31 pays. Une coopération judiciaire directe est en place avec quatre pays (Slovénie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine et « ex-République yougoslave de Macédoine »). Bien que la réponse serbe ne cite pas d'affaire en particulier, les autorités monténégrines ont illustré leur réponse d'un exemple d'échange de données et d'entraide judiciaire avec les autorités serbes. Compte tenu de cet exemple, ainsi que des accords bilatéraux en place, il semble que la Serbie ait mis en œuvre les dispositions de l'article 11 dans la pratique.

Conclusion/Recommandation

4. La législation serbe respecte l'article 11 dans la mesure où les tribunaux doivent tenir compte du parcours de l'auteur avant l'infraction ; toutefois, il est recommandé d'envisager l'adoption de mesures législatives ou autres pour transposer le principe spécifique de la récidive internationale dans la législation serbe, y compris en prévoyant une circonstance aggravante ou une peine plus lourde en cas de récidive (internationale).

République slovaque

1. La législation slovaque permet aux tribunaux slovaques de tenir compte des jugements définitifs étrangers, dans les circonstances prévues aux articles 515 et 516.2 du Code de procédure pénale. En outre, la République slovaque a transposé les décisions pertinentes de l'UE, comme la décision du Conseil 2009/316/JAI sur l'ECRIS et la décision-cadre 2009/315/JAI, qui impose au ministère public slovaque d'informer les autorités compétentes des autres États membres de l'UE de tous les jugements définitifs prononcés contre des ressortissants d'autres États membres de l'UE ou contre des personnes morales siégeant dans d'autres États membres de l'UE.

2. Un jugement définitif rendu à l'étranger a le même poids qu'un jugement interne s'il est reconnu par un tribunal slovaque ou traité par le biais de l'ECRIS. Les décisions antérieures constituent une circonstance aggravante pour récidive.

3. Il n'est fourni d'exemples d'affaires concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 en République slovaque.

Conclusion/Recommandation

4. Les autorités slovaques ont transposé les dispositions de l'article 11 en droit interne.

Slovénie

1. Les autorités slovènes fournissent la disposition pertinente du Code pénal, qui dispose que le tribunal « tient compte de toutes les circonstances influant sur la sévérité de la peine (circonstances atténuantes ou aggravantes), en particulier : [...] la conduite passée de l'auteur » (article 49.2 du Code pénal). En cas de récidive, le tribunal vérifie en outre en particulier si, entre autres, l'infraction antérieure est du même type que la nouvelle. Par ailleurs, une jurisprudence établie donne aux autorités judiciaires la compétence d'étudier et de reconnaître, pour déterminer la peine, les jugements déjà rendus à l'étranger. Aucune autre information n'est fournie quant à une circonstance aggravante ou à une peine plus lourde en cas de récidive.

2. Les statistiques sur les décisions de justice n'englobent pas les données sur les condamnations étrangères antérieures. Cependant, la Slovénie mentionne un jugement de la Cour suprême (n° I lps 4532/2012-238) selon lequel « une jurisprudence établie veut que les jugements antérieurs rendus dans une autre Partie soient pris en compte quand un tribunal slovène détermine la peine ».

Conclusion/Recommandation

3. Étant donné que la législation slovène prévoit indirectement la prise en compte des jugements antérieurs en demandant aux tribunaux d'apprécier la conduite passée de l'auteur, mais aussi qu'il existe une pratique établie des tribunaux dans ce domaine, il est recommandé aux autorités d'envisager l'adoption de mesures législatives habilitant concrètement les autorités judiciaires à étudier et à reconnaître les jugements déjà rendus à l'étranger pour des infractions établies conformément à la STCE n° 198, ainsi que d'envisager d'intégrer à la législation interne une circonstance aggravante ou une peine plus lourde en cas de récidive (internationale).

Espagne

1. Le droit espagnol prévoit la possibilité de tenir compte des décisions antérieures rendues dans d'autres États membres de l'UE. Concernant les autres États de la CdP, le tribunal peut prendre en compte au moment de fixer la peine les décisions définitives contre des personnes physiques ou morales rendues dans des pays tiers, bien que le juge n'y soit pas tenu.

2. Le Code pénal espagnol érige aussi la récidive en circonstance aggravante, bien que la question de savoir si cette disposition s'étend à tous les États de la CdP ne soit pas claire.

3. Toutefois, la récidive en tant que circonstance aggravante ne s'applique qu'aux décisions définitives contre des personnes physiques ou morales rendues en Espagne ou dans un État membre de l'UE.

4. Aucune information n'a été fournie concernant la mise en œuvre pratique de l'article 11 de la STCE no. 198.

5. Le Conseil de la magistrature espagnol offre une formation spécifique sur la coopération judiciaire en matière pénale, notamment sur les infractions économiques. Les juges bénéficient d'informations sur les instruments et outils internationaux qu'ils peuvent appliquer pour améliorer les enquêtes sur de telles infractions et la poursuite de leurs auteurs.

Conclusion/Recommandation

6. Les autorités espagnoles ont transposé les dispositions de l'article 11 en droit interne. Cependant, il leur est recommandé de veiller à ce que les décisions définitives rendues dans un État de la CdP soient considérées comme une circonstance aggravante dans les affaires nationales.

Suède

1. Les autorités suédoises indiquent que les tribunaux nationaux n'ont pas l'obligation de s'enquérir des condamnations étrangères. De telles demandes peuvent toutefois être formulées par le procureur ou par le tribunal. Les autorités suédoises ne sont pas en mesure de fournir des exemples montrant l'application de l'article 11.

2. Concernant la récidive internationale, il est précisé que « le fait que l'accusé ait déjà été condamné, en Suède ou à l'étranger, peut influencer sur la peine en vertu du Code pénal ». Cela peut constituer une circonstance aggravant l'infraction en question, ou entraîner une augmentation de la peine maximale (Code pénal, chapitres 26.3 et 29.4). À cet égard, un jugement étranger peut emporter le même effet qu'un jugement suédois.

Conclusion/Recommandation

3. La législation suédoise est conforme à l'article 11.

Macédoine du Nord

1. La réponse au questionnaire indique que la Macédoine du Nord n'entreprend pas la collecte de preuves auprès d'autres États, mais que s'il existe des preuves de condamnation pénale de la même personne dans un autre État, elles sont prises en compte pour ses antécédents judiciaires et constituent donc une circonstance aggravante qui influe sur la détermination de la peine (articles 39 à 46 du Code pénal). Le ministère public signale que dans certaines affaires, le tribunal compétent a tenu compte de condamnations prononcées à l'étranger comme circonstance aggravante pour déterminer la peine, mais aucune donnée précise n'est fournie.

Conclusion/Recommandation

2. La législation est conforme à l'article 11 de la Convention.

Türkiye

1. Les autorités turques fournissent le cadre juridique et procédural transposant l'article 11 en droit interne. Lorsqu'un jugement définitif rendu à l'étranger est enregistré dans le système central de casiers judiciaires turc, les organes judiciaires ont connaissance de la condamnation. Les condamnations pénales et casiers judiciaires provenant de tribunaux étrangers sont enregistrés dans la base de données turque lorsque l'État turc en a reçu notification. Le partage des casiers judiciaires avec des entités étrangères a lieu en vertu de la STCE n° 30 (Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du Conseil de l'Europe) et de la STCE n° 198 pour les infractions pénales qui en relèvent. Entre 2013 et 2017, 97 434 casiers judiciaires étrangers ont été notifiés à la Türkiye, le plus souvent en provenance d'États membres du Conseil de l'Europe.

2. En outre, la récidive (internationale) est couverte par l'article 58 du Code pénal turc. La répétition d'une infraction pénale peut influencer sur les conditions dans lesquelles la peine est exécutée. Ainsi, bien qu'il n'existe pas de lien direct avec la détermination de la peine, l'auteur d'une infraction

commise en récidive passe plus de temps en prison qu'un non-récidiviste. Une mesure prévoyant des peines plus lourdes est donc en vigueur. Bien que le même article énonce clairement que les jugements de tribunaux étrangers ne caractérisent pas la récidive, ce principe connaît des exceptions pour certaines infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux (en particulier le pillage, la fraude, la production et le commerce de substances narcotiques ou psychotropes et la contrefaçon de devises ou de timbres de valeur).

Conclusion/Recommandation

3. La législation turque est conforme à la disposition de l'article 11 de la Convention, bien qu'il soit recommandé de veiller à ce que toutes les infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux ayant fait l'objet d'un jugement étranger puissent caractériser la récidive.

Ukraine

1. Dans sa réponse au questionnaire, l'Ukraine cite l'article 9 du Code pénal ukrainien, qui dispose qu'« un jugement rendu par un tribunal étranger peut être pris en compte lorsqu'un ressortissant ukrainien, un ressortissant étranger ou une personne apatride a été condamné pour une infraction pénale commise en dehors de l'Ukraine et a commis une autre infraction pénale sur le territoire ukrainien ». Les autorités précisent qu'« en vertu des règles générales de procédure pénale, la condamnation prononcée par un tribunal étranger, la récidive, l'existence d'une peine non purgée ou les autres conséquences juridiques en Ukraine du jugement rendu par un tribunal étranger sont prises en compte pour qualifier une nouvelle infraction pénale et fixer la peine ».

2. La récidive constitue une circonstance aggravante, et une peine plus lourde est prévue par la loi dans certaines circonstances. La réponse au questionnaire sur l'article 11 est illustrée par un cas pratique, celui d'une affaire où la récidive internationale a entraîné une circonstance aggravante au moment où le tribunal a décidé de la peine.

Conclusion/Recommandation

3. La législation ukrainienne est conforme à l'article 11.

Royaume-Uni

1. Les autorités du Royaume-Uni indiquent que la législation du pays ne mentionne pas spécifiquement la possibilité de tenir compte de la décision du tribunal d'une autre Partie pour déterminer la peine. Cependant, les Règles de procédure autorisent à prendre en compte les condamnations antérieures en dehors du Royaume-Uni. Toute action doit être entreprise conformément aux Règles et relève de l'appréciation du tribunal. Lorsque le tribunal fixe la peine pour une infraction, la récidive internationale entraîne une circonstance aggravante et non une peine distincte.

Conclusion/Recommandation

2. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence habilitant les tribunaux à prendre en compte la récidive internationale comme prévu par la Convention, il est recommandé au Royaume-Uni d'intégrer le concept de récidive internationale à sa législation interne.

ANNEXE I – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS PARTIES

Pays	A répondu	Décisions étrangères antérieures prises en compte	Circonstance aggravante ⁹	Mise en œuvre pratique ¹⁰
Albanie	Oui, 02/04/2018	Oui	Oui, peine plus lourde	Pas d'information fournie
Arménie	Oui, 03/04/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Non
Aruba	Oui, 11/04/2024	Non	Pas d'information fournie	Pas d'information fournie
Austria	Oui, 28/04/2022	Oui	Pas d'information fournie	Pas d'information fournie
Azerbaïdjan	Oui, 30/04/2018	Non	Pas d'information fournie	Pas d'information fournie
Belgique	Oui, 18/04/2018	Oui, mais seulement d'États membres de l'UE	Pas nécessairement ¹¹	Pas d'information fournie
Bosnie-Herzégovine	Oui, 26/03/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui, pratique judiciaire
Bulgarie	Oui, 04/04/2018	Oui, mais seulement en vertu d'un accord international	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Croatie	Oui, 29/03/2018	Indirectement ¹²	Pas nécessairement	Pas d'information fournie
Chypre	Oui, 30/03/2018	Oui, mais seulement d'États membres de l'UE	Pas d'information fournie	Pas d'information fournie
Danemark	Oui, 01/05/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Estonie	Oui, 17/05/2023	Oui	Pas nécessairement	Pas d'information fournie
France	Oui, 17/04/2018	Oui, mais seulement d'États membres de l'UE	Pas nécessairement	Pas d'information fournie
Géorgie	Oui, 28/03/2018	Oui	Pas d'information fournie	Pas d'information fournie
Allemagne	Oui, 16/04/2018	Oui	Pas nécessairement	Non
Grèce	Oui, 30/05/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Hongrie	Oui, 28/03/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Italie	Oui, 11/04/2018	Oui	Pas nécessairement	Oui
Ile de Man	Oui, 20/03/2025	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie

Jersey	Oui, 26/03/2025	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui
Lettonie	Oui, 21/03/2018	Indirectement	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Lituanie	Oui, 12/04/2021	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Malte	Oui, 12/04/2018	Oui	Oui, peine plus lourde	Oui, pratique judiciaire
Maroc	Oui, 30/04/2024	Oui	Pas nécessairement	Pas d'information fournie
Monaco	Oui, 04/05/2020	Oui	Oui, peine plus lourde	Pas d'information fournie
Monténégro	Oui, 26/03/2018	Indirectement	Pas nécessairement	Oui, exemple serbe
Pays-Bas	Oui, 18/04/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Pas d'information fournie
Pologne	Oui, 22/03/2018	Indirectement, et seulement les décisions d'États membres de l'UE	Oui, peine plus lourde	Oui, pratique judiciaire
Portugal	Oui, 28/03/2018	Oui	Oui, peine plus lourde	Non
République de Moldova	Oui, 30/03/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui, pratique judiciaire
Roumanie	Oui, 15/03/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui, pratique judiciaire
Fédération de Russie	Oui, 10/07/2018	Indirectement	Pas nécessairement	Pas d'information fournie
Saint-Marin	Oui, 09/04/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Non
Serbie	Oui, 02/04/2018	Indirectement	Oui, circonstance aggravante	Oui, 52 accords bilatéraux avec 31 pays
République slovaque	Oui, 12/07/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Non
Slovénie	Oui, 13/04/2018	Indirectement et via la pratique judiciaire	Pas nécessairement	Oui, pratique judiciaire
Espagne	Oui, 16/04/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante (pour l'UE seulement)	Pas d'information

Suède	Oui, 03/04/2018	Oui	Oui, peine plus lourde	Non
Macédoine du Nord	Oui, 22/02/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui, pratique judiciaire
Türkiye	Oui, 30/03/2018	Oui	Oui, peine plus lourde	Oui, importants échanges de données
Ukraine	Oui, 30/03/2018	Oui	Oui, circonstance aggravante	Oui, pratique judiciaire
Royaume-Uni	Oui, 13/04/2018	Non	Oui, circonstance aggravante	Non

⁹ La législation prévoit-elle que la récidive entraîne une circonstance aggravante ou une peine plus lourde ?

¹⁰ La mise en œuvre effective de l'article 11 n'est pas évaluée, mais les autorités sont invitées à montrer l'application de cette disposition en fournissant des exemples d'affaires. Ces informations peuvent mettre en avant des bonnes pratiques.

¹¹ La récidive n'entraîne pas nécessairement de circonstance aggravante ou de peine plus lourde, mais elle est prise en compte pour déterminer la peine.

¹² Le tribunal apprécie les circonstances influant sur la gravité de la peine, dont le parcours de l'auteur avant l'infraction.

ANNEXE II – TEXTE DU QUESTIONNAIRE

Introduction

Lors de sa 9^e réunion, qui s'est tenue à Strasbourg du 21 au 22 novembre 2017, la Conférence des Parties à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au le financement du terrorisme (STCE n°198) a décidé de lancer la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi thématique horizontal pour une période initiale de deux ans. Cet examen doit porter sur la manière dont tous les États parties appliquent certaines dispositions de la Convention. Il doit être documenté dans un rapport de suivi thématique devant être adopté par la Conférence des Parties lors de sa prochaine réunion plénière. A cet effet, la Conférence des Parties a ajouté une nouvelle Règle 19 bis au Règles de procédure (jointe pour information au courrier avec lequel ce questionnaire a été distribué). La Conférence des Parties a décidé que le premier rapport de suivi thématique devrait traiter de l'article 11 ainsi que de l'article 25(2) et 25(3) de la Convention.

Les Parties sont invitées à soumettre des informations sur la mise en œuvre de ces dispositions sur la base du questionnaire fourni ci-dessous.

Soumission d'informations et date limite

Les questions ci-dessous reflètent les parties pertinentes du questionnaire adopté par la Conférence des Parties lors de sa 2^e réunion (Strasbourg, 15-16 avril 2010). Le questionnaire permet aux Parties de structurer les informations qu'elles soumettent une fois recueillis les éléments et données nécessaires sur la mise en œuvre des dispositions de la Convention. Les Parties sont priées de s'assurer que leurs réponses restent aussi concises et brèves que possible.

Le Rapport explicatif de la STCE n°198¹⁰ peut être utile aux Parties pour structurer leurs réponses au questionnaire. Les Parties sont également invitées à tenir compte des Notes interprétatives sur la mise en œuvre des articles 11 et 25(2) qui ont été adoptées par la Conférence des Parties lors de sa 9^e réunion (Strasbourg, 21-22 novembre 2017)¹¹.

Les exemples fournis par les Parties peuvent inclure des cas de coopération fructueuse et/ou infructueuse avec d'autres Parties. La période de référence à prendre en compte pour le recueil de données doit commencer en janvier 2015.

Les réponses à ce questionnaire resteront confidentielles. Lorsque les parties communiquent des cas/exemples, certaines données (par exemple le nom de l'accusé ou d'autres détails pouvant révéler l'identité de celui-ci ou de la victime) peuvent être anonymisées s'ils le souhaitent.

Les Parties sont invitées à envoyer leurs réponses au Secrétariat le 16 avril 2018 au plus tard à l'adresse suivante : DGI-COP198@coe.int.

Contacts

¹⁰ Le document peut être consulté sur le site web du Conseil de l'Europe : <https://rm.coe.int/16800d388e>.

¹¹ Le document peut être consulté sur le site web de la Conférence des Parties : <https://rm.coe.int/notes-interpretatives-9eme-reunion-cop198-/168076ce7a>. Une copie de ce document est également jointe pour information au courrier avec lequel ce questionnaire a été distribué.

Veillez indiquer le nom et les coordonnées de la ou des personnes dans votre pays qui peuvent être contactées au sujet de la réponse au questionnaire.

Nom	
Profession	
Institution	
Adresse électronique	

QUESTIONNAIRE

Article 11 – Décisions antérieures

Dans votre juridiction, lors de l'appréciation d'une peine, quelles mesures législatives et autres prévoient la possibilité de prendre en compte les décisions prises à l'encontre de personnes physiques ou morales par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention STCE n°198 ?

Réponse

Informations à l'appui de la réponse

L'article 11 constitue une nouvelle norme traitant de la récidive internationale. Il reconnaît que le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont souvent commis au niveau transnational par des organisations criminelles dont les membres peuvent avoir été jugés et condamnés dans plus d'un pays. L'article 11 contient une obligation pour la Partie de prendre certaines mesures mais n'impose aucune obligation positive aux tribunaux ou aux parquets de prendre des mesures pour connaître l'existence de condamnations définitives prononcées dans un autre État partie. Son libellé est le suivant :

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui s'avèrent nécessaires pour prévoir la possibilité de prendre en compte, dans le cadre de l'appréciation de la peine, les décisions prises à l'encontre d'une personne physique ou morale par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la présente Convention.

Les Parties doivent, au minimum, fournir les **articles pertinents de la législation nationale** traitant de cette question, par exemple de leur code pénal ou de leur code de procédure pénale, ou d'autres lois. En outre, à l'appui de leur réponse, les Parties peuvent également soumettre des études de cas, toute mesure réglementant l'échange d'informations sur les casiers judiciaires avec d'autres États parties ou toute information sur la manière dont les juges sont informés des décisions antérieures dans un autre État partie.

ANNEXE III – RÈGLES DE PROCÉDURE: 19 BIS

Règle 19² – Procédure de contrôle de la mise en œuvre de la Convention

En relation avec sa fonction en vertu de l'article 48, paragraphe 1a de la Convention, la Conférence des Parties applique les procédures ci-après.

Questionnaire

1. La Conférence des Parties prépare dans un délai de six mois après la première réunion de la Conférence un questionnaire aux fins du contrôle de la mise en œuvre appropriée de la Convention (ci-après « le Questionnaire »).
2. Le Questionnaire vise à recueillir des informations sur la mise en œuvre de dispositions de la Convention qui ne sont pas couvertes par d'autres normes internationales pertinentes faisant l'objet d'une évaluation mutuelle par le GAFI, MONEYVAL et d'autres organismes d'évaluation équivalents LCB/FT (les organismes régionaux de type GAFI, le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale).

² Lors de sa 9ème plénière, la CdP a décidé de suspendre la procédure établie par la Règle 19 et d'appliquer un suivi thématique transversal selon les termes de la Règle 19 bis nouvellement adoptée, pour une période initiale de deux ans, avec une nouvelle discussion faisant le bilan de la question lors de sa 11ème plénière en 2019. La procédure de suivi relative à la Règle 19 continuera au moins jusqu'à une prochaine discussion en 2018.

ANNEXE IV – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 11

Albania	According to Article 50 of the Criminal Code, the repetition of the crime constitutes an aggravating circumstance. Final decisions against natural persons rendered by a court of another Party can be taken into account when determining the penalty if they are authorized by an Albanian court. As regards legal persons, according to Article 21 of the Law “on Criminal Liability of Legal Persons”, if a legal person has committed a criminal offence and within a 5 year- period afterwards if the latter commits a new offence or contravention a new fine or penalty is applied – the amount of the fine and the duration of the penalty in these cases is doubled or tripled. The CETS N° 198 establishes a mandatory requirement to take into account final decisions against a natural or legal person rendered in another Party in relation to offences established in accordance with the Convention. The Criminal Procedure Code of Albania establishes the recognition of the final decisions as a precondition for taking them into account when determining the penalty.
Armenia	Article 17 of the Criminal Code of the Republic of Armenia envisages that a court's judgment in a foreign country can be taken into account, provided a citizen of the Republic of Armenia, foreign citizen or a stateless person was convicted for a crime committed outside the Republic of Armenia, and committed a repeated crime in the Republic of Armenia. The same Article provides that recidivism, unserved punishment or other legal consequences of a foreign court ruling are taken into account when qualifying the new crime, assigning punishment, and exempting from criminal liability or punishment. In terms of the recognition of a foreign State's court judgment, the Criminal Procedure Code of the Republic of Armenia comes into play, where Chapter 54³ provides for the recognition of foreign and international courts' judgments in the Republic of Armenia and its legal consequences. In particular, Article 499⁸ envisages the recognition of foreign judgments in Armenia, Article 499⁹ provides for the terms of the recognition of judgments and the grounds for refusal, and Article 499¹¹ provides the legal consequences of the recognition of a foreign judgment, which envisages that the recognition of a foreign court's judgment generates the same legal consequences that a domestic court's final judgment would generate. Moreover, Article 5 of the Constitution of the Republic of Armenia authorized the special role of the International Treaties in the Armenian legal system and envisages that in case of inconsistencies between the norms of the domestic legislation with the RA international treaties, the norms provided by the RA international treaties prevail. It is vital to note that some treaties that the Republic of Armenia is a party to provide terms for recognition of judgments. For example, the 2002 Convention on Legal Assistance and Legal Relations in Civil, Family and Criminal Matters provides regulations for recognition of judgments by the Convention parties. Further, Article 51 of the 1993 Minsk Convention on Legal Assistance and Legal Relations in Civil, Family and Criminal Matters states that judgments rendered by a competent judicial authority of the Contracting Parties in regard to civil and family matters including amicable settlements which have the effect of <i>res judicata</i> and notary's acts in respect to financial obligations shall be enforced on territory of other Contracting Parties. The judgments rendered in criminal cases concerning reimbursement of damage are also to be enforced. The procedure for enforcement of judgments is regulated by the law of the Contracting Party in which territory the judgment is to be enforced. In response to your request on statistics or case examples related to the recognition of foreign court decisions, please be informed that there has been only one case related to ML, where there was an issue of recognition. Namely, a mutual legal assistance request was received from another country stating that criminal case was initiated against a

	person residing in Armenia with a court decision issued on seizure of the property. In that specific case the foreign court's decision was recognized by the Armenian authorities based on the respective provisions of the Criminal Procedure Code and seizure of property was initiated. Meanwhile, Armenian authorities were informed by the respective authorities of the requesting state that criminal proceedings against that person had been terminated; thus Armenian LEAs stopped the seizure procedure. There have also been cases unrelated to ML, where a foreign court verdict was recognized by Armenian courts for accumulating the punishments. Should that be of interest, we can further provide case examples as appropriate. While we do not have any comments for Article 25, there is some data to be included in the analysis of Article 11. In particular, it is recommended for the country "to include in domestic law that (international) recidivism accounts for an aggravating or harsher penalty". Nonetheless, we do have this provision under Armenian legislation. Namely, Article 63 of the Criminal Code of RA provides for the aggravating circumstances for a crime. The article stipulates as follows: <i>"1. Circumstances aggravating the liability and punishment are as follows:</i> 1) <i>Recidivism of a crime; committing crime as a trade, occupation..."</i>
Aruba	Legislative or other measures are not in place. (PS: Article 1:127 of the Criminal Code of Aruba (CrCA) clearly stipulates that criminal offences can be committed by natural and legal persons).
Azerbaijan	Currently there are no legislative or other measures in your jurisdiction provide for the possibility of taking into account, when determining the penalty, final decisions against natural or legal persons taken in another Party in relation to offences established in accordance with the CETS no. 198. This matter is expected to be addressed by 2019 in the framework of implementation of item 2.6 "Taking measures to improve legislation on forfeiture and recovery of criminally obtained funds or other property" of the "National Action Plan on combating legalization of criminally obtained funds or other property and financing of terrorism for 2017-2019" adopted in November 2016.
Belgium	La récidive internationale est prévue dans l'article 57bis juncto 99bis du Code pénal suite à la transposition de la décision cadre 2008/675/JAI du Conseil du 24 juillet 2008 relative à la prise en compte des décisions de condamnation entre les États membres de l'Union européenne à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale – voir titre 8 (article 621) de la loi du 25 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de Justice. L'article 99bis code pénal inséré par la Loi du 25 avril 2014 prévoit : <i>« Les condamnations prononcées par les juridictions pénales d'un autre Etat membre de l'Union européenne sont prises en compte dans les mêmes conditions que les condamnations prononcées par les juridictions pénales belges, et elles produiront les mêmes effets juridiques que ces condamnations.</i> <i>La règle mentionnée à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'hypothèse visée à l'article 65, alinéa 2. »</i> Au niveau de l'Union européenne, les condamnations (finales) à l'encontre de personnes physiques ou morales par une autre Partie, pour autant que cette Partie et un Etat membre de L'Union européenne sont donc tenu en compte en vertu du code pénal belge. L'article 11 de la Convention CETS 198 est donc actuellement partiellement appliqué.
Bosnia &	Article 48. of CC BiH provides that the court shall impose the punishment on the

Herzegovina	perpetrator of the criminal offence within the limits provided by law for that particular offence, having in mind the purpose of punishment and taking into account all the circumstances bearing on the magnitude of punishment (extenuating and aggravating circumstances), and, in particular: the degree of guilt, the motives for perpetrating the offence, the degree of danger or injury to the protected object, the circumstances in which the offence was perpetrated, the past conduct of the perpetrator, his personal situation and his conduct after the perpetration of the criminal offence, as well as other circumstances related to the personality of the perpetrator. Furthermore, paragraph 2 of the same Article specifies that in ruling on the punishment for the criminal offence in recidivism, the court shall take into special consideration whether the most recent offence is of the same type as the previous one, whether both acts were perpetrated from the same motive, and it will also consider the period of time which has elapsed since the pronouncement of the previous conviction, or since the punishment has been served or pardoned. Article 48. CC BiH is applied by the courts in practice and international recidivism is considered when deciding a penalty. Similar provisions are included in all three non-state level Criminal Codes art.49. of CCFBiH, art. 37. CC RS, art. 49.CCBDBiH). The authorities emphasized that the Assessment Report of the Conference of the Parties to CETS no°198 for Bosnia and Herzegovina stated that Article 11 was properly implemented. Further to this response the authorities sent the following documents: • Examples of international legal assistance for criminal offenses of money laundering and terrorist financing • Bilateral agreements for the execution of foreign court decisions in criminal matters • Transfer and the execution of verdicts Criminal Code
Bulgaria	Criminal Code: Chapter One „Objective and scope of application of the Criminal Code“, Section II „Scope of application of the Criminal Code“ „Article 8 (Previous text of Article 8, SG No. 33/2011, effective 27.05.2011) (1) Any sentence of a foreign court for a crime to which the Bulgarian Criminal Code is applicable shall be taken into consideration in the cases specified in an international agreement to which the Republic of Bulgaria is a party. (2) (New, SG No. 33/2011, effective 27.05.2011) Any binding conviction decreed in another EU Member State for an act which constitutes a crime according the Bulgarian Criminal Code shall be taken into consideration in every criminal proceedings against the same person conducted in the Republic of Bulgaria.“ Convention CETS 198 falls into the scope of Art. 8, para. 1 of the Criminal Code, as it is • „an international agreement to which the Republic of Bulgaria is a party“ under the meaning of the Law on the International Treaties of the Republic of Bulgaria.
Croatia	According to the article 47. Of Croatian Criminal Code when determining the type and measure of punishment, the court shall, starting from the degree of guilt and the purpose of punishment, assess all the circumstances affecting the severity of punishment by type and measure of punishment (mitigating and aggravating circumstances), and especially the degree of threat to or violation of a legally protected good, motive for having committed the criminal offence, degree to which the perpetrator's duties have been violated, manner of commission and the consequences arising from the commission of the criminal offence, perpetrator's prior life, his/her personal and pecuniary circumstances and his/her conduct following the commission of the criminal offence, relationship to the victim and efforts to repair the damage. The severity of punishment shall not exceed the degree of guilt.

	Perpetrators prior life includes criminal records data. Criminal records are kept in the Ministry of Justice of Croatia in such a manner as to enable the courts and the State Attorney's offices to have direct access to data in real time (Criminal procedure Act, article 185.). Criminal records are kept for natural and legal persons who have been sentenced for criminal offenses in the Republic of Croatia. Criminal records are also kept for nationals of the Republic of Croatia and for legal persons with headquarters in the Republic of Croatia who for criminal offenses are legally convicted outside the Republic of Croatia if these data are submitted to the Ministry (Law on Legal Consequences of Judgment, Criminal Records and Rehabilitation). Regarding the EU Member States, data is transmitted through the ECRIS system, and regarding other countries data is submitted on the basis of bilateral agreements (typically every 6 months). Once data is inscribed in criminal records, for courts there is no difference between final decisions brought by domestic courts or those brought by courts of another Party, when determining the sentence. Consequently, it means that there is not only possibility but obligation to take into account final decisions against natural or legal persons taken in another Party when determining the penalty (including penalties in relation to offences established in accordance with the CETS no. 198.). With regard to the mutual legal assistance regulations, Croatian Act on international legal assistance in criminal matters proscribes that the Ministry of Justice shall at least once a year inform the competent foreign authority about all penal decisions and measures included in criminal records with relation to the citizens of the foreign state in question, unless provided otherwise in an international treaty. Also, when needed in specific criminal proceedings, the court or other competent judicial authority can seek another state an extract from criminal record with request for mutual legal assistance, in accordance with the provisions of multilateral conventions (for example CoE European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters signed in 1959) or existing bilateral agreements (for example bilateral Treaty on Mutual legal assistance with Bosnia and Herzegovina signed in 1996). According to Criminal Procedure Act (article 418.), data from criminal records as well as other data on convictions for punishable offences may be read only as the last evidence before proceeding to the interrogation of the accused at the close of evidentiary proceedings, unless the panel is to decide on measures for securing the presence of the accused or other measures of caution. "Article 11 The Republic of Croatia does not have the required statistics. It should be noted that in every criminal proceeding state attorney and court require data from criminal records, as it was explained in previous answers. As a case example, attached you may find one example of extract from criminal records that contains both domestic and foreign courts verdicts. Name of convicted person has been changed and other personal data has been deleted.
Cyprus	With the amendment of the Criminal Procedure Law, Cap. 154, amending Law 111(I)/2011 (Article 80(a)), the Court has the power, when determining the sentence or at any other stage of the criminal proceedings, to take into account previous convictions issued by Criminal Courts of EU member states against the accused for offences constituting offences also according to the laws of the Republic, in the same manner and extent which could have taken into account previous convictions issued by the Courts in the Republic. The Court, for the purposes of taking into account previous convictions, should have adequate information relating, among others, to the identity of the accused, the contents of the conviction and the sentence. Such statistics are not kept. The Criminal Procedure Law covers only E.U. Member-States. (Copy of the relevant section is attached in Greek).

	However, the International Conventions have, upon ratification, superior force compared to domestic Laws, and their provisions are directly applicable. Even with the lack of specific reference to third countries, if the prosecution has information about criminal convictions in third countries they are presented to the Court and may be taken into account for sentencing. As a first comment for both Articles as a linguistic correction the reference to “Cypriote” should be replaced to “Cypriot”. Regarding Article 11, it is noted that even though the domestic legislation does not mention that previous convictions issued by criminal courts of EU Member States accounts for a harsher penalty, nevertheless this is a matter which is always taken into account by the Court when imposing the penalty against the accused as an aggravating factor leading to a harsher penalty.
Denmark	Under section 84 (2) of the Criminal Code, the court may refer equally to judgments delivered outside the Danish state and judgments delivered in Denmark when imposing an increased penalty in case of repetitive offending. In accordance with the section 81 (1) of the Criminal Code, it is considered as an aggravating circumstance if it is a case of repetitive offending.
Estonia	Previous convictions/decisions can be taken into account while qualifying the offence pursuant to the Penal Code as well as during determining the type and severity of the sentence. § 394 of the Penal Code is as follows: “(1) Money laundering is punishable by a pecuniary punishment or up to five years’ imprisonment. (2) The same act: 1) by a group; 2) at least twice; 3) on a large-scale basis; or 4) if committed in the course of the economic or professional activities of the obligated person, is punishable by two to ten years’ imprisonment.” The point 2 of the subsection (2) means that repeated offence is an aggravative circumstance. Pursuant to the Criminal Records Database Act Article 5(1), the information concerning punishments of persons entered in the database has legal effect for ascertaining the punishment record of the person and recurrence of criminal offences or misdemeanours committed by the person until deletion of the information. Based on CoE instruments, Parties can send information on convictions to others. In case information about the conviction by other Party is received, the necessary information would be entered to the Database. According to the point 7) § 6 of the Criminal Records database: “Information concerning punishments of persons shall be entered in the database on the basis of the following court decisions and decisions of the following officials: a foreign conviction in a criminal matter against an Estonian citizen or an alien who holds a residence permit or right of residence in Estonia which has entered into force, if information concerning his or her punishment has been communicated by a foreign state or if an Estonian court has recognised the judgment of conviction.” According to the § 20 subsection (1) point 3) an investigative body for conducting pre-trial proceedings in a criminal matter and point 7) a prosecutor's office for the purpose of conducting criminal proceedings and planning of surveillance activities can have access to the Criminal Records Database. In addition § 30 of the Criminal Records Database states that The Centre of Registers and Information Systems has the right to submit a query to a central authority of another member state concerning the information entered in the criminal records, if the information is requested: by a court for the purposes of hearing a matter subject to proceedings or by an investigative body relating to a criminal matter subject to proceedings. Therefore both domestic decisions as well as decisions made by other Parties which have

	been entered into the Database can be taken account. As regards information exchange with the EU Member States, the criminal records and information about convictions are being shared by using the ECRIS information system. In Europe relevant mechanism can also be European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters.
France	S'agissant des décisions prises par un Etat membre de l'Union européenne : L'article 132-23-1 du code pénal dispose que « pour l'application du présent code [pénal] et du code de procédure pénale, les condamnations prononcées par les juridictions pénales d'un Etat membre de l'Union européenne sont prises en compte dans les mêmes conditions que les condamnations prononcées par les juridictions pénales françaises et produisent les mêmes effets juridiques que ces condamnations ». Cet article prévoit, en particulier, la prise en compte des condamnations pénales étrangères dans la détermination de l'état de récidive légale. L'article 132-23-2 du même code ajoute que « pour l'appréciation des effets juridiques des condamnations prononcées par les juridictions pénales d'un Etat membre de l'Union européenne, la qualification des faits est déterminée par rapport aux incriminations définies par la loi française et sont prises en compte les peines équivalentes aux peines prévues par la loi française ». En outre, les qualifications pénales des jugements étrangers sont déterminées par rapport aux incriminations définies par la loi française et prennent en compte les peines équivalentes aux peines prévues par celle-ci. De telles dispositions n'existent pas pour les Etats non-membres de l'UE. D'une manière générale, les condamnations prononcées contre les ressortissants français par des juridictions étrangères (prononcées par un Etat membre de l'UE ou non) sont enregistrées dans les données du Casier judiciaire national, si elles font l'objet d'un avis aux autorités françaises ou si elles ont été exécutées en Portugal (notamment dans le cadre d'une procédure de transfèrement fin de peine, s'agissant des condamnations hors UE), en application d'une convention ou d'un accord internationaux (art. 768 8° du code de procédure pénale). Les autorités judiciaires françaises disposent donc de cette information lorsqu'elles sollicitent le casier judiciaire d'une personne mise en cause. S'agissant des condamnations définitives prononcées contre nos nationaux par les juridictions des Etats-membres de l'Union européenne, leur transmission au Casier judiciaire national se fait, depuis l'Etat de condamnation et de manière automatisée, par ECRIS (European criminal record information system ou système européen d'information des casiers judiciaires), conformément à l'article 4 de la directive du Conseil 2009/351 du 26 février 2009 et à la décision-cadre du Conseil 2009/316/JAI du 6 avril 2009. Ces textes imposent à l'Etat de nationalité de conserver l'intégralité des avis de condamnations prononcées par les juridictions des Etats-membres contre leurs nationaux. Les autorités judiciaires françaises peuvent donc obtenir, dans un délai de dix jours maximum, les informations sur la totalité des antécédents judiciaires contenus dans les casiers judiciaires de 26 pays de l'Union européenne (Portugal France n'étant pas connectée avec Portugal le Portugal). Pour les magistrats, l'accès à ces informations passe par l'enregistrement des éléments d'identité de la personne sur le site intranet WEB B1. En outre, conformément au principe de reconnaissance mutuelle des effets des condamnations pénales au sein de l'Union européenne (décision-cadre n°2008/675/JAI du 24 juillet 2008), les condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats-membres de l'Union européenne doivent être prises en compte dans les mêmes conditions que les condamnations prononcées par les juridictions pénales françaises (art. 132-23-1 du code pénal), ce qui permet ainsi à une juridiction pénale française de retenir l'état de récidive en utilisant

	comme premier terme une condamnation prononcée à l'encontre de ce ressortissant par une juridiction d'un autre Etat-membre de l'Union européenne. On peut aussi ajouter qu'une telle condamnation a des conséquences immédiates sur les délais nécessaires pour obtenir la réhabilitation d'une condamnation pénale française (art. 133-16-1 du code pénal). S'agissant de l'article 11 relatif à la prise en compte des condamnations antérieures prononcées dans d'autres Etats "Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to provide for the possibility of taking into account, when determining the penalty, final decisions against a natural or legal person taken in another Party in relation to offences established in accordance with this Convention." Sur ce point, si l'on veut contourner la difficulté relevée par le rapport, il me semble qu'il est possible d'adopter une lecture plus souple de la stipulation que celle exposée par nos autorités, laquelle se concentre exclusivement sur le mécanisme très encadré de la récidive légale. En effet, le texte n'impose pas que ces condamnations antérieures entraînent une aggravation des sanctions mais uniquement qu'elles puissent être prises en compte. Ainsi, sans revenir sur les éléments exposés sur ce point, il pourrait être opportun d'élargir l'analyse de la même manière que les Pays-Bas ont pu le faire en insistant sur la liberté pour le juge de déterminer la peine adaptée dans le cadre du maximum légal prévu, permettant ainsi de prendre en compte des éléments de personnalité très divers ("as a general principle of criminal procedural law, in the Dutch system of statutory penalty maximums, there is room to take account of previous convictions within these maximum penalties". These may also include relevant foreign convictions. Recidivism, it is indicated, is therefore seen as a general aggravating circumstance. No further information was provided with regard to the specific legislative provision or demonstrating the practical implementation through case law or statistics.")
Georgia	Law of Georgia on International Cooperation in Criminal Matters stipulated rules about effect of judgements delivered by foreign competent courts on proceedings conducted in Georgia, According to the Article 56 of this Law, during proceedings conducted in Georgia against a person, the authority conducting the proceedings shall take into account the judgement delivered against the person for another crime in a foreign state if it is envisaged by a relevant international agreement (including an ad hoc agreement). Considering that Georgia is a party to the Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism and to the European Convention on the International Validity of Criminal Judgments, decisions against natural or legal persons taken in another Party in relation to offences established in accordance with the CETS no. 198 may be taken into account on proceedings conducted in Georgia. Following our communication in relation to articles 11 and 25 of the convention of 16th May 2005 year and further to your letter of 20th April 2018 year, we would like to inform you, that the provision of Article 11 of the above-mentioned Convention has entrusted to States Parties to adopt legislative measures which allows them to take into consideration the final court decisions made by other Contracting State when determining the sentence. In this regard, the Georgian legislation did not require changes, since the Article 79- "record of conviction" and Article 17- "recidivism" of the Criminal Code of Georgia is interpreted in the way, that does not imply only the decision taken within the State, the person is a convict from the date of entering into force the sentence of conviction until the removal conviction status, regardl'ss of which country's sentence is passed. Furthermore, Law of Georgia on International Cooperation in Criminal Matters stipulated rules about effect of judgements delivered by foreign competent courts on proceedings

	conducted in Georgia, According to the Article 56 of this Law, during proceedings conducted in Georgia against a person, the authority conducting the proceedings shall take into account the judgement delivered against the person for another crime in a foreign state only where so required by a relevant international or individual agreement. Considering that Georgia is a party of the Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism and to the European Convention on the International Validity of Criminal Judgments, decisions against natural or legal persons taken in another Party in relation to offences established in accordance with the CETS no. 198 may be taken into account on proceedings conducted in Georgia. In addition, according to Article 7 of the law on Normative Acts of Georgia, international treaties binding for Georgia are part of the Georgian legislation. According to this regulation local authorities are obliged to take into consideration inter alia the Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (CETS no. 198) In this regard, we will also inform you that Georgia is state party of European Convention on the International Validity of Criminal Judgments convention. Under Article 56 and Article 57 of the Convention, as a Contracting Party, Georgia undertakes the obligation to take into account any European criminal judgment pronounced against the defendant. As regards statistical information, we would like to inform you that in case of money laundering, there was no case for consideration of a foreign country judgment for identifying the recidivism.
Germany	The requirements imposed by Article 11 of the Convention have been fulfilled under German law. Previous final and binding convictions are to be taken into account as a general rule (cf. Federal Court of Justice, CJ 5 StR 282/07 of 1 August 2007; Bavarian Higher Regional Court, RReg. 2 St 429/77 of 17 March 1978; with regard to taking previous convictions from other EU Member States into account, cf. Bundestag printed paper 16/13673, p. 3 et seq.). In determining the sentence to be imposed, section 46 of the German Criminal Code (<i>Strafgesetzbuch</i> – StGB) requires a comprehensive examination of all circumstances. Pursuant to section 46 (2), second sentence StGB, this includes the offender's prior history. As a rule, the court is also to take foreign convictions into account (more details are contained in Bundestag printed paper 18/3122, <i>ibid.</i>). However, the foreign decision may not contradict important principles of the German legal order (Article 6 of the European Convention on Human Rights (<i>Europäische Menschenrechtskonvention</i> – EMRK; Article 25, second sentence of the Basic Law (<i>Grundgesetz</i> – GG); as per section 73, first sentence of the Act on International Cooperation in Criminal Matters (<i>die internationale Rechtshilfe in Strafsachen</i> – IRG); section 53a, first sentence of the Federal Central Criminal Register Act (<i>Bundeszentralregistergesetz</i> – BZRG)). Decisions by a Member State of the European Union must not be in contradiction to the European Charter of Fundamental Rights (<i>Charta der Grundrechte der Europäischen Union</i> – EUGrCh) (Article 6 of the Treaty on the European Union (<i>Vertrag über die Europäische Union</i> – EUV)); Article 47 et seq. EUGrCh; as per section 73, second sentence IRG; section 53a, second sentence BZRG. If special preconditions are met, section 55 StGB allows previous judgments that have not yet been enforced, barred by the statute of limitations or remitted to be included in sentencing. In calculating monetary fines against legal entities and partnerships, it is likewise provided that a comprehensive examination of all circumstances must take place; and this also specifically includes rule violations in the past. No statistical data or case studies exist that would document the consideration of previous, foreign and final and binding criminal convictions or monetary fines in calculating

	criminal penalties or monetary fines in domestic criminal or monetary fine proceedings. Referring to your question I transmit a translation of the relevant provisions mentioned in our answer to your questionnaire. In the attachment you will find an excerpt of the GERMAN CRIMINAL CODE (Strafgesetzbuch, StGB) - translated in English. The complete acts are provided by http: GERMAN CRIMINAL CODE - http://www.gesetze-im-internet.de/englisch_stgb/englisch_stgb.html Act on Regulatory Offences - http://www.gesetze-im-internet.de/englisch_owig/englisch_owig.html
Greece	Article 7 par. 1 of Law 4478/2017, which ratified CETS no. 198, added a provision to article 45 par. 1 of the Greek AML/TF Law (L. 3691/2008), according to which courts trying ML offences take into account final convictions issued by courts of other States Parties to the Convention, for the application of the recidivism provisions of arts 88-93 of the Penal Code. A similar provision was added by article 6 par. 2 L. 4478/2017 in art. 187A par. 6 Penal Code with respect to terrorism financing. As regards the practical aspect of finding out about the existence of final convictions pronounced in another State Party, Greece has adhered to a number of international agreements relating to the exchange of data on criminal records. These include: a) Law 4218/1961, Ratification of the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Cases, articles 13 and 22, b) Law 1760/1988, Ratification of the Convention on judicial assistance in criminal cases between the Government of the Greek Republic and the Arab Republic of Egypt, article 11, and c) Law 2312/1995, Ratification of the Convention between the Greek Republic and the Republic of Tunisia on Extradition and Mutual Assistance in Criminal cases, article 11. Moreover, Greece is bound by the most important instruments in this field, namely: a) Framework Decision 2009/315/JHA on the organization and content of the exchange of information extracted from criminal records between Member States, and b) Framework Decision 2009/316 JHA, on the establishment of the European Criminal Records Information System, pursuant to article 11 of the framework decision 2009/315/JHA. These instruments, which were incorporated in the Greek legislation by L. 4360/2016, aim at improving the exchange of information between EU Member States on convictions and, where imposed and entered in the criminal records of the convicting Member State, on disqualifications arising from criminal conviction of citizens of the Union. In addition to the obligations of a convicting Member State to transmit information to the Member States of the person's nationality concerning convictions handed down against their nationals, an obligation on the Member States of the person's nationality to store information so transmitted is also introduced, in order to ensure that they are able to reply fully to requests for information from other Member States. Finally, these instruments lay down the framework for the development of a fully computerised system of exchange of information on convictions between Member States. Art. 89 – Punishment for recidivism 1. In the case of recidivism, the stipulated punishment for the act shall be

	aggravated, and may exceed the upper punishment limit [for that act] set by law and may reach instead the upper limit for that type of stipulated punishment. If the law imposes custodial punishment or alternatively pecuniary punishment, the former shall always be imposed, aggravated as the previous sent. of this article provides. 2. Regarding a third and every further case of recidivism, if the act is threatened with the punishment of imprisonment, the upper limit of which exceeds one year, imprisonment of at least eighteen months shall be imposed. 3. In the case of conversion of the punishment of imprisonment imposed in accordance with this article, the sum of the conversion cannot be lower than: a) twice the lower limit of the conversion sum regarding the first case of recidivism; b) three times the lower limit of the conversion sum regarding the second case of recidivism; and c) five times the lower limit of the conversion sum regarding every further case of recidivism.
Hungary	<u>Ministry of Justice:</u> Articles 178/B and 268 (2) of ACP: obligation to obtain the data concerning the previous convictions, Articles 31-34, 76/A-76/D of Act XLVII of 2009: the register of judgments delivered by courts of the Member States of the European Union against Hungarian citizens and the data transfers from this register, Articles 47-48 of Act XXXVIII of 1996: recognition of the validity of foreign judgments, Articles 108-111/H of Act CLXXX of 2012: validity of judgments delivered by the courts of the Member States of the European Union. The abovementioned rules apply accordingly to judgments which contain any measure concerning legal persons. <u>National Office for the Judiciary:</u> Articles 46-48 of Act XXXVIII of 1996: recognition of the validity of foreign judgments delivered by foreign courts of countries outside the European Union, Part IV of Act CLXXX of 2012: validity of judgments delivered by the courts of the Member States of the European Union. Hungarian courts become aware of the existence and data of foreign judgments via criminal record system regarding the Member States of the European Union, while with regard to the countries outside the European Union via the Ministry of Justice (as central authority) on an incidental basis. <u>Prosecutor General's Office:</u> After and due to a recent decision of the Court of the European Union in a preliminary ruling procedure (C-25/15-Balogh case: http://curia.europa.eu/juris/liste.jsf?language=en&num=C-25/15#), the legal framework for recognizing and considering foreign judgments has been conceptually amended from the 1st of January, 2018. Previously, the structure based on a special procedure carried out by county courts, regardless if the judgment to be recognized had been rendered in an EU MS or outside the Union. From the 1st of January 2018 a new legal regime has been introduced, according to which a foreign judgement might be treated three different ways in a domestic case. Based on the principle of mutual recognition, a sentence of an EU MS court might be taken into consideration in a domestic case, without any further legal steps, such as a

	formal procedure to recognize the judgement. In cases however, where the foreign ruling provides factual basis to apply a more severe or detrimental punishment or measure upon the defendant of the domestic case, the foreign court's judgment should still be corresponded (transposed, translated) to Hungarian laws in a legal process. The third channel for taking a foreign judgment into consideration is the one for the non-EU countries, where the previous regime is still in place. The fundamental principle in this third structure is that the foreign judgement should be recognized by a Hungarian court in a formal procedure in order to take any effect in Hungary.			
	The main elements of the currently existing legal structure – such as domestic legal basis, legal effect, source of foreign judgements and acting courts - are as shown in the next chart:			
		consideration (EU only)	correspondence (EU only)	recognition (non-EU only)
	LEGAL BASIS	Act 180 of 2012 on mutual cooperation in criminal matters with the European Union's Member States, Art. 109-110/B. (official legal translation is not available)	Act 180 of 2012 on mutual cooperation in criminal matters with the European Union's Member States, Art. 111-111/H. (official legal translation is not available)	Act 38 of 1996 on International Legal Assistance in Criminal Matters, Art. 47-48. (official legal translation is not available)
	EFFECT	The system is based on the principle of mutual recognition. Any sentence rendered in an EU MS should be automatically taken into consideration in domestic criminal proceedings starting afterwards, unless provided otherwise by law. Taking into consideration an EU MS sentence might result in establishing aggravating circumstances, but shall not be sufficient for applying additional legal consequences.	Correspondence is more than consideration: it means, that a final judgement in an EU MS is explicitly needed in the domestic procedure, in order to apply certain legal provisions. E.g.: the latter crime committed under probation period, the defendant is a repeat offender or a habitual recidivist, or the MS judgement is needed to establish an element of the crime to be judged in the Hungarian procedure.	The system is the opposite compared to the one with EU MSs. Non EU state judgments should be "recognized" (transposed) in a legal procedure, otherwise they cannot be taken into consideration, and shall not have any legal effect in the Hungarian criminal proceedings. Recognizing a non-EU MS judgement is equal to corresponding an EU MS judgment to domestic law. Both procedures are to transform, transpose the foreign sentence in accordance to Hungarian law, in order to apply specific legal consequences.
	SOURCE OF JUDGMENTS	The source of information for an EU MS sentence is the ECRIS. [Based on Council framework decision 2009/315/JHA of 26 February 2009 on the organisation and content of the exchange of information extracted from the criminal	The source of information for an EU MS sentence is the ECRIS. [Based on Council framework decision 2009/315/JHA of 26 February 2009 on the organisation and content of the exchange of information extracted	Non EU states are submitting final judgements on a yearly basis, through diplomatic channels, based on Art 22 of the 1959 Strasbourg Convention. The data we get from non-EU

		record between Member States, and Council decision 2009/316/JHA of 6 April 2009 on the establishment of the European Criminal Records Information System (ECRIS) in application of Article 11 of Framework Decision 2009/315/JHA.]	from the criminal record between Member States, and Council decision 2009/316/JHA of 6 April 2009 on the establishment of the European Criminal Records Information System (ECRIS) in application of Article 11 of Framework Decision 2009/315/JHA.]	states on sentences is far from up-to-date, and is fragmented compared to the ECRIS.
	RESPONSIBLE AUTHORITY	Consideration shall be done by the court (prosecutor, investigating authority) acting in the domestic case, regardless any special competence or jurisdiction.	Corresponding EU judgements is falling in the exclusive competence of the Metropolitan Court, unless an MLA is in progress to transfer the execution of the specific conviction. In this case, corresponding the EU MS sentence shall be done by the local courts, which also have competence to decide upon taking over the execution or not.	Recognizing non-EU judgements is falling in the exclusive competence of the Metropolitan Court. The facts of the case are binding and cannot be altered, the court is trying to transpose the legal consequences of the verdict (conviction) onto domestic law, by finding the most appropriate measures and penalties.
	Comment 1: There is a legal framework and an existing ECRIS system at union level to fulfil this obligation concerning the previous convictions of the courts of EU Member States. However, the international legal framework is missing at the level of the European Council. The only legal basis to carry out data exchange in this regard is Article 22 of 1959 Strasbourg Convention, therefore the data exchange is on yearly basis. Comment 2: The data exchange is not incidentally. It is on yearly basis in accordance with Article 22 of 1959 Strasbourg Convention. Besides this, if the competent authorities are informed by anybody or data arisen in any way in connection with previous conviction of the perpetrator, during the investigation the competent authorities are obliged to obtain the data of criminal records concerning the perpetrator or to initiate the recognition of the foreign judgment [Article 389 of the Act CX of 2017 on the Criminal Proceedings (hereinafter: the new ACP)]. Please see Article 261 (1), (3) and Article 498 (3) of new ACP as well. Comment 3: If the foreign judgment has been recognised by the Hungarian court, the data concerning the previous conviction has to be included to the criminal records system [Article 11 (1) point k) and Article 16 (1) point j) of the Act XLVII of 2009] Comment 4: According to Article 47 (1) of the Act XXXVIII of 1996, a judgment of a foreign court shall have the same effects as a judgment of a Hungarian court, if the foreign judgment has been recognised by the Hungarian court under this Act. If the criminal offences of the perpetrator are to be considered as simple re-offending (for			

	example the previous or the latter criminal offence or both of them were committed by negligence), the court can assessed this fact during the imposition of the punishment as aggravating circumstance [Article 80 (1) of HCC]. Article 459 (1) point 31 of HCC establishes the definitions of recidivist, special, multiple or violent multiple recidivist. If the perpetrator has to be considered special, multiple or violent multiple recidivist, Article 89-90 of HCC applies to him/her. HCC establishes stricter legal consequences for recidivist, special, multiple or violent multiple recidivist, for example the punishment is more severe. However, the stricter legal consequences may not be applied if the perpetration as a special recidivist of a criminal offence is to be punished under the Special Part of the Act as a qualified case [for example: Article 160 (2) point h)]. In the light of the above, the Hungarian regulations fully comply with Article 11 of the Warsaw Convention concerning not only the EU Member States but the non-EU COP State Parties as well. Comment 5: Hungary fulfils all obligations stemming from international and union regulations in this regard both in legislation and in practice. However, as long as there is not an obligation to establish a database at the level of the European Council, this recommendation cannot be carried out.						
Italy	A. The recognition of foreign criminal judgments for domestic purposes (including, in particular, recidivism or another criminal effect resulting from the conviction) is provided for by Article 12 of the Italian Criminal Code. The relevant rules of procedure are contained in Title IV of Book XI of the Code of Criminal Procedure (Articles 730 et seqq., herein enclosed: see, especially, Articles 730, 733 and 734). The recognition of judgment is followed by its entry into the criminal records, available to all Judicial Authorities. B. With regard to the EU provisions it must be specified that: 1. Legislative Decree of 12 May 2016, n. 73 implemented the Framework Decision 2008/675/JHA, on taking account of convictions in the Member States of the European Union in the course of new criminal proceedings; 2. Legislative Decrees no. 74 and 75, also adopted on 12 May 2016, implemented the Framework Decision 2009/315/JHA on the organization and content of the exchange of information extracted from the criminal record between Member States, and the Framework Decision 2009/316/JHA on the establishment of the European Criminal Records Information System (ECRIS) in application of Article 11 of Framework Decision 2009/315/JHA in compliance with Article 11 of the Framework Decision 2009/315/JHA respectively. Referring to your kind request for supplementary information, as for Article 11 of the Convention, please find in the following table data regarding the proceedings initiated - since 2016 - for the recognition of foreign criminal judgements in view of recidivism (or another criminal effect resulting from the conviction) <table> <tr> <td>2018</td><td>19</td></tr> <tr> <td>2017</td><td>55</td></tr> <tr> <td>2016</td><td>128</td></tr> </table> Please also notice that further cases of recognition have taken place in the (different but possibly connected) framework of proceedings for execution purposes. The latter are quite frequent in our legal system, but cannot be listed by using computerized means, as they're classified in our archives on the basis of their major aim (that is the execution of the sentence, as said). Hence, these cases are not included in the data above.	2018	19	2017	55	2016	128
2018	19						
2017	55						
2016	128						
Isle of Man	Sections 7 and 9 of the Criminal Evidence Act 2019						

	(file:///C:/Users/COPHEC/Downloads/CriminalEvidenceAct2019.pdf) provide that, where a defendant has been convicted of an offence in any country or territory outside the IOM and the offence would constitute an offence in the IOM, that foreign conviction is admissible as evidence of bad character.
Jersey	The provisions of the Rehabilitation of Offenders (Jersey) Law 2001 provide that previous convictions are generally taken into account in sentencing in Jersey. The exception in respect of convictions by courts outside of Jersey (as set out in Article 5 (1) (a) (ii)) would only apply in respect of conduct which, if it had taken place in Jersey would not have constituted an offence under the laws of Jersey. Thus, convictions for any offences established in accordance with CETS no. 198 committed outside Jersey would be considered in the same way as domestic convictions. The prosecution would be required to provide reliable and verified evidence of the conviction from the foreign jurisdiction in the form of a certified copy from the relevant court (Evidence Act 1851). Whilst Jersey does not issue its own Sentencing Guidelines, the courts in Jersey do take into account (but are not bound by) Sentencing Guidelines from the United Kingdom (Money laundering – Sentencing). The primary significance of previous convictions (including convictions in other jurisdictions) is the extent to which they indicate trends in offending behaviour and possibly the offender's response to earlier sentences. Previous convictions are normally of relevance to the current offence when they are of a similar type. Previous convictions of a type different from the current offence may be of relevance where they are an indication of persistent offending or escalation and/or a failure to comply with previous court orders
Latvia	In regard to natural persons Section 46 "General Principles for Determination of Punishment" of the Criminal Law stipulates that in determining the type of punishment, the personality of the offender shall be taken into account, which includes also his or her criminal record. The Punishment Register Law establishes a uniform record-keeping regarding persons who have committed criminal offences and administrative violations in order to facilitate the prevention and disclosing of such offences and violations, as well as regarding control of execution of the punishment and restriction of the rights imposed on a person for the committed offences and violations. Section 16 of this Law provides that the Information Centre of the Ministry of the Interior shall include and store in the Register the information provided by the central authority of a European Union Member State with regard to the conviction of a citizen of Latvia, non-citizen of Latvia, the conviction of a citizen of a European Union Member State, the European Economic Area or the Swiss Confederation (hereinafter - Union citizen) who holds a Latvia-issued registration certificate of a Union citizen or a permanent residence certificate of a Union citizen, and regarding the conviction of a foreign national who holds a Latvia-issued temporary or permanent residence permit, as well as the information provided by a third country in accordance with international agreements with regard to the conviction of the abovementioned persons. Section 17 of this Law allows the Information Centre for the Ministry of the Interior to request such information from the central authority of the European Union Member State if any persons or authorities having the right to receive information from the Register in accordance with this Law need information regarding the conviction of a national of a European Union Member State in a European Union Member State or a third country. In addition, it should be noted that according to the Criminal Law (Section 48(1(1))) if the

	criminal offence constitutes recidivism of criminal offences it is recognised as an aggravating circumstance. According to Section 27 "Recidivism of Criminal Offences" of the Criminal Law the recidivism of a criminal offence is constituted by a new intentional criminal offence committed by a person after the conviction of such person for an intentional criminal offence committed earlier, if at the time of commission of the new criminal offence the criminal record for it has not been set aside or extinguished in accordance with the procedures laid down in Law. There is no specific legislative or other measures which would provide for the possibility of taking into account, when determining the penalty, final decision against legal persons taken in another Party in relation to offences established in accordance with the CETS no. 198. Below the respective provisions of the Criminal Law and the Punishment Register Law are included: <u>Section 27 "Recidivism of Criminal Offences" of the Criminal Law:</u> Recidivism of a criminal offence is constituted by a new intentional criminal offence committed by a person after the conviction of such person for an intentional criminal offence committed earlier, if at the time of commission of the new criminal offence the criminal record for it has not been set aside or extinguished in accordance with the procedures laid down in Law. <u>Section 46 "General Principles for Determination of Punishment" of the Criminal Law:</u> (1) A punishment shall be determined to the extent provided for the committed criminal offence by the sanction of the relevant Section of the Special Part of this Law, conforming to the provisions of the General Part of this Law. (2) In determining the type of punishment, the nature of and harm caused by the criminal offence committed, as well as the personality of the offender shall be taken into account. (3) In determining the amount of punishment, the circumstances mitigating or aggravating the liability shall be taken into account. (4) The punishment of deprivation of liberty for a criminal violation and a less serious crime shall be applied if the purpose of the punishment cannot be achieved by determining any of the types of lesser punishment provided for in the sanction of the relevant Section. <u>Section 48 "Aggravating Circumstances" of the Criminal Law:</u> (1) The following may be considered to be aggravating circumstances: 1) the criminal offence constitutes recidivism of criminal offences; 2) the criminal offence was committed while in a group of persons; 3) the criminal offence was committed, taking advantage in bad faith of an official position or trust of another person; 4) the criminal offence has caused serious consequences; 5) the criminal offence was committed against a woman, knowing her to be pregnant; 6) the criminal offence was committed against a person who has not attained sixteen years of age or against a person taking advantage of his or her helpless condition or of infirmity due to old-age; 7) the criminal offence was committed against a person taking advantage of his or her official, financial or other dependence on the offender; 8) the criminal offence was committed with particular cruelty or with humiliation of the victim; 9) the criminal offence was committed taking advantage of the circumstances of a
--	--

	public disaster; 10) the criminal offence was committed employing weapons or explosives, or in some other generally dangerous way; 11) the criminal offence was committed out of a desire to acquire property; 12) the criminal offence was committed under the influence of alcohol, narcotic, psychotropic, toxic or other intoxicating substances; 13) the person committing the criminal offence, for the purpose of having his or her punishment reduced, has knowingly provided false information regarding a criminal offence committed by another person; 14) the criminal offence was committed due to racist, national, ethnic or religious motives; 15) the criminal offence related to violence or threats of violence, or the criminal offence against morality and sexual inviolability was committed against a person to whom the perpetrator is related in the first or second degree of kinship, against the spouse or former spouse, or against a person with whom the perpetrator is or has been in unregistered marital relationship, or against a person with whom the perpetrator has a joint (single) household. (2) Taking into account the nature of the criminal offence, it may be decided not to consider any of the circumstances referred to in Paragraph one of this Section as aggravating. (3) In determining punishment, such circumstances may not be considered as aggravating which are not set out in this Law. (4) A circumstance which is provided for in this Law as a constituent element of a criminal offence shall not be considered an aggravating circumstance. <u>Section 16 of the Punishment Register Law:</u> (1) The Information Centre of the Ministry of the Interior shall include and store in the Register the information provided by the central authority of a European Union Member State with regard to the conviction of a citizen of Latvia, non-citizen of Latvia, the conviction of a citizen of a European Union Member State, the European Economic Area or the Swiss Confederation (hereinafter - Union citizen) who holds a Latvia-issued registration certificate of a Union citizen or a permanent residence certificate of a Union citizen, and regarding the conviction of a foreign national who holds a Latvia-issued temporary or permanent residence permit, as well as the information provided by a third country in accordance with international agreements with regard to the conviction of the abovementioned persons. (2) If the central authority of a European Union Member State provides information regarding any adjustments to the information provided earlier, the Information Centre of the Ministry of the Interior shall adjust the information in the current database of the Register accordingly. (3) If, when providing the information referred to in Paragraph one of this Section, the central authority of a European Union Member State has indicated that the information should be used exclusively for the purposes of criminal proceedings, such information shall not be provided to another central authority of a European Union Member State. In such case, the Information Centre of the Ministry of the Interior shall provide information regarding the European Union Member State from which the information has been received. (4) The Information Centre of the Ministry of the Interior shall provide third countries with the information that has been provided by the central authority of a European Union
--	---

	Member State and is included in the Register, respecting the restrictions determined by the European Union Member State. <u>Section 17 of the Punishment Register Law:</u> (1) If any persons or authorities having the right to receive information from the Register in accordance with this Law need information regarding the conviction of a national of a European Union Member State in a European Union Member State or a third country, the Information Centre for the Ministry of the Interior shall request such information from the central authority of the European Union Member State by filling out a form, the contents and template of which shall be determined by the Cabinet. (In this case those would be a person or authority performing investigative operations or a person authorised to perform the investigation, a unit of the public prosecutor's office and the court - information that is required to enable the performance of the functions laid down in the laws and regulations governing the operations of the respective authorities or persons as stipulated in Section 19 (1.2) of the Punishment Register Law.) (2) The form referred to in Paragraph one of this Section shall be filled out in the language of the respective European Union Member State or in the language this state has indicated to the General Secretariat of the Council of the European Union as the language for communication. (3) The Information Centre of the Ministry of the Interior shall request a copy of the decision in a criminal case on convicting a person from the central authority of a European Union Member State, if it is needed for the persons and authorities that have the right to receive information from the Register in accordance with this Law. The information referred to in Section 17, Paragraph one of this Law that has been provided by the central authority of a European Union Member State may be used exclusively for the initially designated purposes, except in the cases when: 1) the restrictions stipulated by the European Union Member State are respected; 2) it is necessary for preventing imminent and serious threat to public order. In reply to the additional questions the Ministry of Justice would like to provide the following information. Regarding statistics or a case example which demonstrates the actual implementation of Article 11 CETS no. 198 the Ministry of Justice will not be able to provide the requested information as such specific data is not stored in the information system of courts which contain information on judgments.
Lithuania	Extract from Criminal Code on previous decisions. Article 27. Repeat Offence 1. Repeat offence shall mean a situation when a person already convicted for a premeditated crime which he committed after attaining the age of majority, where his prior conviction has not expired yet or has not been expunged in accordance with the procedure laid down by laws, repeatedly commits one or several premeditated crimes. Such a person shall be considered a repeat offender. 2. Repeat offence shall be considered dangerous, and the offender may be recognised as a dangerous repeat offender by a court where this person: 1) commits a new grave crime while having an unexpired conviction for the commission of a grave crime; 2) already being a repeat offender, commits a new grave crime; 3) already being a repeat offender, where at least one of the crimes constituting a repeat offence is a grave crime, commits a new serious crime; 4) commits a new serious crime while having three prior convictions for the commission of serious crimes.

3. When passing a judgment of conviction for the most recent crime, a court may recognise a person as a dangerous repeat offender having regard to the offender's personality, the extent to which criminal intentions have been accomplished, the nature of participation in the commission of crimes and other circumstances of the case.

4. When deciding on the recognition of a person as a dangerous repeat offender, a court shall have no regard to prior convictions for the crimes committed by the person below the age of 18 years, the crimes committed through negligence, the crimes for which conviction has expired or has been expunged, also the crimes committed abroad in the cases provided for in Article 97(9) of this Code.

5. The recognition of a person as a dangerous repeat offender shall no longer be valid if his prior convictions expire or are expunged.

Article 56. Imposition of a Penalty upon a Dangerous Repeat Offender for the Commission of a Premeditated Crime

For the commission of a premeditated crime, a dangerous repeat offender shall be imposed a penalty more severe than the average custodial sentence prescribed by the sanction of an article for the committed crime. Another penalty may be imposed upon a dangerous repeat offender only on the grounds provided for in Article 62 of this Code.

Article 60. Aggravating Circumstances

1. The following shall be considered as aggravating circumstances:

/.../

13) the act has been committed by a repeat offender.

2. When imposing a penalty, a court shall not take into consideration an aggravating circumstance which is provided for in a law as constituting the body of a crime.

Article 38. Release from Criminal Liability upon Reconciliation between the Offender and the Victim

1. A person who commits a misdemeanour, a negligent crime or a minor or less serious premeditated crime may be released by a court from criminal liability where

1) he has confessed to commission of the criminal act, and

2) voluntarily compensated for or eliminated the damage incurred to a natural or legal person or agreed on the compensation for or elimination of this damage, and

3) reconciles with the victim or a representative of a legal person or a state institution, and

4) there is a basis for believing that he will not commit new criminal acts

2. A dangerous repeat offender, also a person who had already been released from criminal liability on the basis of reconciliation with the victim, where less than four years had lapsed from the day of reconciliation until the commission of a new act, may not be released from criminal liability on the grounds provided for in paragraph 1 of this Article.

/.../

Article 97. Previous Conviction

	1. The persons convicted of commission of a crime in respect of whom a judgment of conviction passed by a court of the Republic of Lithuania or another Member State of the European Union has become effective shall be considered as persons having previous conviction. The persons convicted of commission of a crime in a non-EU Member State, provided that a notice of the coming into effect of a judgment of conviction passed by a court of that state is received under international treaties of the Republic of Lithuania, shall also be considered as persons having previous conviction. The court shall take previous conviction into consideration when imposing a penalty for the commission of a new criminal act, deciding the issue of the offender's release from a penalty or criminal liability, also when identifying the person as a repeat offender. 2. Previous conviction may be a basis for restricting only those rights and freedoms of citizens whose restriction is provided for by laws of the Republic of Lithuania. 3. The following persons shall be considered as having previous conviction: 1) the persons in respect of whom the execution of a sentence has been suspended – during the period of suspension of execution of the sentence; 2) the persons convicted of negligent crimes – during the period of serving the sentence; 3) the persons convicted of premeditated crimes who have actually served the imposed sentence – during the period of serving the sentence and during the following period commencing after they have served the sentence or have been released from serving the sentence: a) for three years if convicted of a minor or less serious crime; b) for five years if convicted of a serious crime; c) for eight years if convicted of a grave crime; d) for ten years if they are dangerous repeat offenders. 4. The terms of previous conviction following serving of a sentence or release from serving of the sentence in respect of the minors convicted of the crimes provided for in point 3 of paragraph 3 of this Article shall be reduced by half. 5. The terms stipulated in point 3 of paragraph 3 and in paragraph 4 of this Article shall be calculated from fully serving of the imposed sentence or release from serving of the sentence. 6. Upon the expiry of the time limits laid down in this Article, previous conviction shall expire and the persons shall be considered as having no criminal record. 7. After the lapse of a least one half of the term of conviction, the court may, at the request of the convict, reduce the term of conviction or expunge the conviction. 8. Where a person who has a previous conviction commits a new crime or misdemeanour, the term until the expiry of previous conviction shall stop running. In such a case, the term until the expiry of the conviction for the previous criminal act shall start to run from the serving of the penalty for the new crime or misdemeanour. The person shall be considered as having previous conviction for each criminal act until the expiry of conviction for the most serious of the acts.
--	--

	9. When imposing a penalty for the commission of a new criminal act, deciding on the release of the offender from the penalty or criminal liability, also recognising the person as a dangerous repeat offender, the court shall not take into account an effective judgment of conviction passed by the court of another state as referred to in paragraph 1 of this Article where: 1) the taking into account of the effective court judgment of conviction would violate fundamental human rights and/or freedoms; 2) the committed act is not regarded as a crime under this Code; 3) at the time of commission of a criminal act, the person was not of the age at which the act committed by him becomes subject to criminal liability under criminal laws of the Republic of Lithuania; 4) the information received about the judgment of conviction passed by the court of another state is not sufficient, and the state which has forwarded this information does not supply additional information within the specified time limit; 5) there exist other grounds provided for by international treaties to which the Republic of Lithuania is party. It should be noted that general rules and criteria for the imposition of penalties specified under Art. 54 of the Criminal Code apply not only to natural persons but also to legal persons. Article 54. Basic Principles of Imposition of a Penalty 1. A court shall impose a penalty according to the sanction of an article of the Special Part of this Code providing for liability for a committed criminal act and in compliance with provisions of the General Part of this Code. 2. When imposing a penalty, a court shall take into consideration: 1) the degree of dangerousness of a committed criminal act; 2) the form and type of guilt; 3) the motives and objectives of the committed criminal act; 4) the stage of the criminal act; 5) the personality of the offender; 6) the form and type of participation of the person as an accomplice in the commission of the criminal act; 7) mitigating and aggravating circumstances; 8) the damage caused by the criminal act. 3. Where imposition of the penalty provided for in the sanction of an article is evidently in contravention to the principle of justice, a court may, taking into consideration the purpose of the penalty, impose a commuted penalty subject to a reasoned decision.
Malta	In terms of the Criminal Code a recidivist is considered to be any person who <i>'after being sentenced for any offence by a judgement, even when delivered by a foreign court, which</i>

	<i>has become res judicata, he commits another offence</i>’ [article 49(1)]. This definition was introduced by means of Act XXIV of 2014 and allows Maltese courts to also take into account a judgement delivered by a foreign court when determining the <i>quantum</i> of punishment, as long as the said judgement has become final and absolute. Additional provisions were introduced by means of the aforementioned amending Act, allowing for a foreign judgement to be evidenced by means of a document, duly authenticated, certifying that the person in question was convicted on a date specified in the said document of one or more offences against the law of the State transmitting the said document or against the law of part of that State [article 49(2)]. The said document is deemed to be authenticated if it purports (a) to be signed by a judge, magistrate or officer of the sentencing State; or (b) to be certified, whether by seal or otherwise, by the Ministry, department or other authority responsible for justice or for foreign affairs of the sentencing State; or (c) to be authenticated by the oath, declaration or affirmation of a witness [article 49(3)]. As to the method of transmission, the Criminal Code stipulates that the said document can be transmitted by any secure means capable of producing written records and under conditions permitting the ascertain ability of its authenticity [article 49(4)]. Also relevant in this regard are the European Investigation Order Regulations (“the Regulations”) which transpose into Maltese law the requirements of Directive 2014/14/EU. The said Directive, and by implication the transposing regulations, is intended to facilitate the cross-border execution of specific investigative measures so as to obtain evidence for use in proceedings which are criminal or may themselves give rise to criminal proceedings [Regulation 7] and a European Investigation Order (“EIO”) may be availed of by any of the authorities which the Regulations include within the definition of “issuing authority” in Regulation 2. As <i>per</i> the definition of “European Investigation Order” set out in Regulation 2, said order “may also be issued for obtaining evidence that is already in the possession of the competent authorities of the executing State” which can include information on the past criminal conduct of the person being investigated or prosecuted. However, it should be noted that the Regulations also provide a number of grounds which allow a Member State in receipt of an EIO not to recognise the same. These grounds are to be found in Regulation 14. Similarly to art 49(4) of the Criminal Code, the Regulations require that an EIO “be transmitted from the issuing authority to the executing authority by any means capable of producing a written record under conditions allowing the executing State to establish authenticity” [Regulation 10(1)]. However, unlike the Criminal Code, the Office of the Attorney General has been designated as the authority responsible for the transmission and receipt of EIOs [Regulation 10(3)] and the use of the telecommunications system of the European Judicial Network is encouraged [Regulation 10(4)].
Monaco	Dans votre juridiction, lors de l’appréciation d’une peine, quelles mesures législatives et autres prévoient la possibilité de prendre en compte les décisions prises à l’encontre de personnes physiques ou morales par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la Convention STCE n°198 ? Réponse Il n’existe pas de texte à portée générale dans le Code pénal ou de procédure pénale, consacrant et reconnaissant la notion de récidive internationale. Néanmoins, cette récidive internationale constitue une circonstance aggravante de

	nombreux délits. Ainsi, aux termes de l'article 218.2° du Code pénal, « <i>Il y a circonstance aggravante lorsque l'auteur a été condamné par une juridiction étrangère pour une infraction de blanchiment</i> ». En cas de circonstance aggravante, la peine encourue sera de dix à vingt ans d'emprisonnement, au lieu de cinq à dix ans, et le maximum du montant de l'amende prévue au chiffre 4 de l'article 26, pourra quant à lui être multiplié par vingt. En matière de fausse monnaie, l'article 83-4 du Code pénal dispose que « <i>lorsque une personne engage sa responsabilité pénale pour une des infractions prévues aux articles 77 à 83-2, la récidive est constituée si la personne a déjà été condamnée définitivement, par une juridiction pénale d'un État membre du Conseil de l'Europe, pour un crime ou un délit ayant les mêmes éléments constitutifs</i> ». Conformément aux obligations prescrites par l'article 22 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, la Principauté de Monaco transmet spontanément, deux fois par an, aux Etats signataires de ladite Convention, les avis de condamnation à des sentences pénales, et des mesures postérieures concernant leurs ressortissants et qui ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire monégasque. La Principauté de Monaco reçoit également de la part des Etats signataires de la Convention du 20 avril 1959, les avis de condamnation concernant ses ressortissants. Ainsi, les Cours et Tribunaux monégasques appliquent la circonstance aggravante de récidive internationale, et prennent en compte les condamnations prononcées par les juridictions étrangères à l'encontre de leurs ressortissants, pour les délits et crimes pour lesquels cette notion de récidive internationale est reconnue par les textes comme une circonstance aggravante.
Montenegro	In Criminal Code of Montenegro in article 42 recidivism is stipulated. Courts are obliged to take into consideration any previous decision when determining the sentence of the offender. The same obligation is for the legal entities when they are convicted. The Law on Criminal Liability for Criminal Acts of Legal Entities prescribes this obligation in article 17 and 18. Furthermore, Criminal Procedure Code in art. 289 prescribes that: "Before the investigation is concluded, the State Prosecutor shall obtain ... information on the accused person's previous convictions". Example: In every day practice previous decisions of the accused are taking into consideration when determining the penalty, no matter where the previous conviction was passed (in country or in a foreign country). For example, in one case against accused person was R.G for the criminal offence counterfeiting documents from the article 412 para 2 and 1 of the Criminal Code of Montenegro. R.G has committed criminal offence in Montenegro and he was from the Republic of Serbia. During the procedure, the criminal record of the accused was provided as an evidence (it was obtained through the mutual legal assistance) and the judge in the case K.no. 11/574 in the part that is related to his personal information stated "R.G, father's name __, mother's name __, date of birth __, employment __, and he was earlier convicted by the final judgement form the County Court of Subotica no.383/03 from 01.08.2003. for the criminal offence from article 33 of the Act of weapons of Republic of Serbia punished by the imprisonment of 6 months, final judgement from the County Court of Subotica no. 61/07 dated 30.04.2007. for the criminal offence from the article 54 para 2 of the Criminal Code of Republic of Serbia punished by imprisonment of 2 months, final judgement of the Municipality Court of Subotica no 859/06 dated 20.04.2007. for the criminal offence from the article 289 para 3 of the CC of Republic of Serbia punished by fine in the amount of 30.000,00 Serbian dinars."

	So in the explanation of the judgement, the court on the page 5 of the judgement states the following “Making decision on the penalty the court took into account all circumstances which can influence that the penalty can be higher or lower, and in that sense the court took into account the aggravating circumstances that the court found for the accused and that his previous convictions, which fact the court found from the criminal record obtained from the Republic of Serbia” This is only one example, and in all cases we provide criminal records of the accused so the judge can determine the penalty for that person. Regarding your questions, I would like to inform you that there is no explicit legal provision providing for asset sharing with third countries for the purpose of compensation of the victims of the crime or returning of such property to the legitimate owners. Thus, there is no case law that I can provide to you. Also, it is worth mentioning that so far we did not have such requests.
Netherlands	As a general principle of criminal procedural law, in the Dutch system of statutory penalty maximums, there is room to take account of previous convictions within these maximum penalties. This may also include relevant foreign convictions. Recidivism is therefore seen as a general aggravating circumstance.
North Macedonia	Regarding the aforementioned measures related to the previous conviction of the person against whom the criminal procedure is conducted, the positive legislation of “the former Yugoslav Republic of Macedonia” does not presume collection of evidence from other states, with the indication of the circumstance that it is not possible to know whether, when and where a person was convicted, but if a joint investigation was conducted with a state before, this evidence from the participating state in the procedure is still at the stage of the pre-trial procedure. As well as, articles 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45 and 46 of the Criminal Code standardizes how the punishment of a person to be pronounced is measured. If there is an evidence in provided criminal record for a person that he has been convicted in another state, that judgment is evidence of his criminal background and constitutes an aggravating circumstance that affects the determination of the sentence. There are such cases (in this prosecutor's office) where persons who have being prosecuted had been previously convicted in the Republic of Germany and information of their criminal background and convictions was considered by the competent court as an aggravating circumstance and was taken into account in the determination of the sentence.
Poland	The issue of taking into account final decisions against natural or legal persons taken in another Party, have been addressed by a number of provisions of the Polish Criminal Code and the Code of Criminal Procedure as well as the rulings of the Supreme Court followed by the current judicial practice. In respect of the Criminal Code the following provisions should be adduced: Article 114. § 1. A sentencing judgement rendered abroad shall not bar criminal proceedings for the same offence from being instituted before a Polish court. § 2. The court shall credit to the penalty, imposed the period of deprivation of liberty actually served abroad and the penalty there executed, taking into consideration the differences between these penalties. § 3. The provision of § 1 shall not apply: 1) in the event that the sentencing judgement adjudicated abroad was taken over to be enforced in the territory of the Republic of Poland and in the event that the sentence passed abroad refers to an offence with respect to which either the prosecution was taken over or the perpetrator was surrendered from the territory of the Republic of Poland

	3) to verdicts of international criminal courts operating under international law that is binding for the Republic of Poland, § 4. If a Polish citizen validly and finally sentenced by a court in a foreign country, has been transferred to execute the sentence within the territory of the Republic of Poland, the court shall determine, under Polish law, the legal classification of the act, and the penalty to be executed or any other penal measure provided for in this Act; the basis for determination of the penalty or other measure subject to execution shall be provided by the sentencing judgement rendered by a court of a foreign country, the penalty prescribed for such an act under Polish law, the period of actual deprivation of liberty abroad, the penalty or other measure executed there, and the differences between these penalties considered to the favour of the sentenced person. Art. 114a. § 1. A sentencing judgement is also a final conviction for a criminal offense rendered by a court having jurisdiction in criminal matters in a Member State of the European Union, unless, according to the Polish criminal law, the act is not a crime, the perpetrator is not subject to punishment or the imposed punishment is unknown to the Polish criminal law § 3 The provision of § 1 shall not apply if the information obtained from the criminal record or from the court of a Member State of the European Union is not sufficient to establish the conviction or the imposed punishment is subject to a pardon in the country in which the conviction took place. Possibility of taking into account final decisions against natural or legal persons taken in another Party has been reflected in the practice of the Polish criminal courts. In the judgment of 16.09.2015 rendered in the case ref II AKa 157/15, The Appellate Court in Kraków stated that : “The prior criminality of the offender applies not only to penalties imposed by Polish courts.” The positive obligation on courts and prosecution service to take steps to find out about the existence of final convictions pronounced in another State Party stems from the provisions of the Criminal Code and Criminal Procedure Code. It is a duty of a criminal court, when imposing the penalty, to take into consideration convict's “way of life prior to the commission of the offence” which is understood as a duty to check the criminal records. The duty is envisaged in Article 53 CC which reads: Article 53. § 1. The court shall impose the penalty according to its own discretion, within the limits prescribed by law bearing in mind that its harshness should not exceed the degree of guilt, considering the level of social consequences of the act committed, and taking into account the preventive and educational objectives which the penalty has to attain with regard to the sentenced person, as well as the need to develop a legal conscience among the public. § 2. In imposing the penalty, the court shall above all take into account the motivation and the manner of conduct of the perpetrator, committing the offence together with a minor, the type and degree of transgression against obligations imposed on the perpetrator, the type and dimension of any adverse consequences of the offence, the characteristics and personal conditions of perpetrator, <u>his way of life prior to the commission of the offence</u> and his conduct thereafter, and particularly his efforts to redress the damage or to compensate the public perception of justice in another form. The court shall also consider the behavior of the injured person. § 3. In imposing the penalty, the court shall also take into consideration the positive results of the mediation between the injured person and the perpetrator, or the settlement reached by them in the proceedings before the state prosecutor or the court.
--	---

	It is clearly stated in the Criminal Procedure Code that in the course of criminal proceedings previous convictions of the accused persons (as well as the suspects) must be determined. The respective provision of the Criminal Procedure Code reads as follows: Art. 213. § 1. The proceedings should determine the identity of the accused, its number of the Universal Electronic System of Population Register (PESEL), and in the case of a person without a PESEL number - the number and name of the document confirming the identity and name of the authority that issued the document, as well as the age of the accused, his family and property relations, education, profession and sources of income, <u>data on his or her criminal record</u>, and, if possible, telephone number or e-mail address enabling contact with the accused and tax identification number (NIP). With regard to the accused being a public official at the time of committing the act or during the proceedings, it is also necessary to collect data on the conduct of the public service, distinctions and disciplinary punishments. § 2. If the suspect has already been finally convicted, to determine whether the offense was committed under the terms of art. 64 of the Penal Code or under the conditions of art. 37 § 1 item 4 of the Penal Fiscal Code, a copy or excerpt of the sentence and data regarding the serving the sentence shall be attached to the files of the proceedings; these documents shall be enclosed to the files in cases concerning crimes. § 2a. If the authority conducting the proceedings has received information about a final conviction, the provision of § 2 shall apply accordingly to convictions handed down by a court of another EU Member State. Court practice corroborates the duty of the prosecution service and the courts to establish previous final convictions of the accused persons. In the ruling of the Supreme Court of 1 March 2005 (case ref. no V KK 13/05) it is stated that: “According to art. 213 CPC, in the proceedings there should be determined data on the criminality of accused persons. The legislator did not confine itself to the presumption of criminal unpunishability of the accused, but extended the obligation to reach true factual findings in this area too
Portugal	According to Article 71 (1) of the Criminal Code, the determination of the penalty applicable, within the limits defined in the law, is made according to the guilty of the offender and the requirements of criminal prevention. When determining the concrete penalty to be applicable, the court shall attend to all circumstances, which, not forming part of the crime, shall be taken into consideration in favour of or against the offender, considering in particular, its behaviour prior to and after the commission of the crime, especially when it is designed to repair the consequences of the crime. In addition, Article 75 (3) of the same Code states that the convictions of a person in foreign courts shall be considered and count for recidivism (...) provided that the act constitutes a crime under Portuguese law. In the event of recidivism, as results from Article 76 (1), the minimum limit of the sentence applicable to the criminal offence is aggravated by one third while the maximum limit remains unaltered. The aggravation cannot exceed the extent of the most severe sentence imposed in previous convictions. Therefore we consider that Article 11 of the Convention is met. As introductory remark, we would like to state that in our interpretation the words «implementation» and «application» has diferent meaning.

	This means that, as it is clear from Article 11 of the Convention, this legal instrument it's not self-applicable in the domestic legal order of the Parties, but each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to implement its provisions. A different issue is the application of the provisions foreseen in the domestic law that have been adopted in order to implement the Convention. Having said that and as stated in our first answer, we consider that Portugal implemented Articles 11 and 25. Article 11 Regarding Article 11, as already informed, this provision was implemented through Article 71 (1) and Article 75 (3) of the Criminal Code. A search in the databases of decisions of the Courts of first instance and of jurisprudence of the Appeal Courts (2nd instance) confirmed that there is no application of the aforementioned Articles 71 and 73 in criminal court cases related to money laundering. Decisions of the national criminal courts where the decisions taken in another country have been considered in the concrete sentence to be applied, but related to other crimes, have been found.
Republic of Moldova	According to the para. 7 art.11 Criminal Code the punishments and the criminal records for crimes committed outside of the territory of Moldova, shall be taking into account hereunder the process of individualization of the punishment for a new committed crime by the same person on the territory of Moldova as well as settling issues related to amnesty in conditions of reciprocity based on a court decision. In the process of settling of the criminal liability and criminal punishment according to the art.7 Criminal Code, criminal law shall be applied with due consideration of the prejudicial nature and degree of the crime committed, the personality of the criminal, and the circumstances of the case that mitigate or aggravate criminal liability. One of circumstances that influence the process of individualization of the punishment, foreseen by the provision of the art. 34 Criminal Code is the recidivism. Thus it is considered as recidivism, the deliberate commission of one or several crimes by a person with a criminal history of crimes committed with intent. Upon determination of recidivism as per paragraphs, the final conviction and sentences issued abroad and recognized by the court of the Republic of Moldova shall be considered. (art. 34 CP). The Criminal Procedure Code, Chapter IX, "International legal assistance in criminal matter", Section 4, Acknowledgement of Criminal Judgments of Foreign Courts, establish in details the procedure of acknowledgements of foreign court decisions in criminal matter of foreign courts on the territory of Republic of Moldova. For taking into account final decisions issued in other state-Party of the CETS No. 198, when applying the Punishment in Cases of Cumulative Sentences, of Cumulative Crimes or for Recidivism, this decision shall be acknowledged. The Acknowledgment of Criminal Judgments is foreseen in Article 558 of the Criminal Code of Procedure, according to which: (1) The final criminal judgments pronounced by foreign courts and those of a nature to produce legal effects in line with the criminal law of the Republic of Moldova may be acknowledged by the national court upon a motion of the Minister of Justice or the Prosecutor General based on an international treaty or a reciprocity agreement. The criminal judgment of a foreign state may be acknowledged only if the following conditions are met:

	1) the judgment was pronounced by a competent court; 2) the judgment does not contradict the public order of the Republic of Moldova; 3) the judgment can produce legal effects in the country in line with national criminal law. But if the criminal judgment has not been acknowledged, it may be taken into account only as aggravating circumstances. According to Art. 78 par. (3) of the Criminal Code of Procedure, "In the case of aggravating circumstances, the maximum punishment set in the corresponding article of the offense committed may be applied." A motion of the Minister of Justice or the Prosecutor General on acknowledging a foreign court judgment shall be reasoned and settled by a court in the territorial circumscription of which the Ministry of Justice or the General Prosecutor's Office is located. 2) The representative of the Ministry of Justice or, as the case may be, of the General Prosecutor's Office, the convict and his/her defense counsel shall participate in the settlement of the motion. The court may also examine the motion in the absence of the convict if he/she is detained on the territory of a foreign state. (3) The convict shall be advised of the judgment of the foreign court and of the documents attached hereto translated into the state language or into a language spoken by the convict. (4) The court shall hear the opinions of those present and based on the materials attached to the motion, if finding that the legal conditions are met, shall acknowledge the criminal judgment of the foreign court. If the punishment set by the foreign court was not or was partially executed, the court shall replace the unexecuted punishment or the remaining punishment with a respective punishment in line with the provisions in art. 557 para. (1) point 1). (5) Civil provisions of a judgment of a foreign court shall be executed in line with the rules provided for the execution of the civil judgments of foreign courts. As, it was mentioned, at the national level the courts do not keep the statistical data related to the subject. The Ministry of Justice indeed confirm the existence of such cases in practice. Due to certain circumstances, the court requested additional time for providing cases.
Romania	Committing a crime after a definitive decision of court or after executing a penalty constitutes an aggravating circumstance under Romanian criminal law. In accordance with Article 41 paragraph 3 of Criminal Code, for a violation that is also included in Romanian criminal law, a conviction rendered abroad against a person is to be taken into account when determining the penalty if it has been recognised domestically by a Romanian court according to the relevant provisions of title V, chapter 1 of Law 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters. In particular, the Romanian court dealing with the matter needs to check the following: the right to a fair trial has been observed; the decision was issued by the competent court and the conviction does not concern a political or military offence; the decision is in line with the public order of the Romanian State; there has been no violation of the principle ne bis in idem; and an international agreement exists between Romania and the third country, or the condition of reciprocity is met. Specific arrangements exist in the context of the European Union. The report of the Conference of the Parties to CETS no. 198 on Romania from 2012 stated regarding article 11 of CETS no. 198 that: "The Romanian courts and prosecution services are in a position to take into account final decisions rendered in another Party in relation to offences established in accordance with CETS N° 198. The Romanian authorities have pointed out that this is actually done on an on-going basis since 1969." We mention that since the 2012 report, a new Criminal Code has entered into force on 1st of February 2014 that regulates, at art. 41 para. 3 (as we mentioned above in the answer), similar provisions as the old Criminal Code regarding taking final decisions rendered in another

	Party into account. The wording of article 41 paragraph 3 Criminal Code is the following: “To establish the existence of a repeat offense consideration shall also be given to a conviction judgment returned in another country, for a violation that is also included in Romanian criminal law, if that conviction has been recognized under the law.” Romanian courts may use European legal instruments, such as Council Decision 2005/876/JHA of 21 November 2005 on the exchange of information extracted from the criminal record and Council Framework Decision 2009/315/JHA of 29 February 2009 on the organisation and content of the exchange of information extracted from the criminal records between the Member States, to find out information regarding previous convictions issued by other Member States' courts. Even if a conviction in another State shall not be taken into account as recidivism, it may be taken into account while deciding upon the severity of a sentence. In the same context, according to relevant bilateral and multilateral conventions (e.g. European Convention on judicial cooperation in criminal matters, Strasbourg, 20 April 1959), it is provided that signatory states shall periodically communicate information regarding convictions issued against their own citizens. Art. 11 The provisions of art. 11 regarding statistics were object of previous thematic evaluation on the assessment report from 2012 and the follow-up report from 2014, therefore we propose the deletion of the recommendation. In this context, it is noted in the follow-up report from 2014 that art 11 of the Convention is implemented.¹² Romania has the legislative framework necessary, through art. 41 of the Criminal Code, for the courts to consider final decisions from other member states regarding the offences provided in the Convention, in the process of establishing and applying penalties, so therefore the compliance with art. 11 is insured. The statements from the recommendation regarding statistics in applying the provision exceed the scope of art. 11 of the Convention.
--	---

¹² Comment: This provision appears to be implemented effectively. (Follow up Romania Country Report adopted by the Conference of the Parties to CETS 198 at their 6th meeting, Strasbourg, 29 September – 1 October 2014, pg. 11)

Russian Federation

Letter received:

ANSWERS
of the Russian Federation to the Questionnaire for the Transversal Monitoring of
States Parties' Implementation of Article 11 and Article 25(2) and 25(3) of the CETS
no. 198

As to Article 11

In accordance with the provisions of Article 11 of Federal Law no. 115-FZ of 7 August 2001 on Countering the Legalisation of Illegal Earnings (Money Laundering) and the Financing of Terrorism ("the Legalisation Countering Act"), the Russian Federation recognises, pursuant to its international treaties and federal laws, final judgments (decisions) delivered by foreign courts against persons having proceeds from crime.

According to Article 12 of the Criminal Code of the Russian Federation ("the Criminal Code"), citizens of the Russian Federation and stateless persons permanently residing in the Russian Federation who have committed an offence against the interests protected by the Criminal Code outside the Russian Federation shall be criminally liable in accordance with the Criminal Code if no foreign court judgment has been passed against these persons for this offence (Part 1).

In the same vein, foreign citizens and stateless persons not permanently residing in the Russian Federation who have committed an offence outside the Russian Federation shall be criminally liable under the Criminal Code where the offence is directed against the interests of the Russian Federation or a citizen of the Russian Federation or a stateless person permanently residing in the Russian Federation and where so provided for by an international treaty of the Russian Federation or another international document containing obligations recognised by the Russian Federation in the area of relationships governed by the Criminal Code if the foreign citizens and stateless persons not permanently residing in the Russian Federation have not been convicted in a foreign state and are held criminally liable in the Russian Federation.

This approach is based on the constitutional principle enshrined in Article 50 of the Constitution of the Russian Federation.

According to Part 1 of this Article, no one may be convicted for the same offence twice.

By virtue of the provisions of Article 76 of the Convention on Legal Assistance and Legal Relations in Civil, Family and Criminal Matters of the CIS Member States of 22 January 1993 (Minsk Convention), when imposing a punishment courts of the Member States may take into account the guilty person's previous conviction as an aggravating circumstance.

At the same time, in accordance with Article 63 of the Criminal Code of the Russian Federation, the presence of an unexpunged or outstanding conviction if a person is convicted in a foreign state is not an aggravating circumstance.

The list of aggravating circumstances provided for in Article 63 of the Criminal Code is exhaustive and cannot be interpreted broadly.

Thus, the Criminal Code does not contain any provisions that would allow to take into account a person's previous conviction in a foreign state and to consider this circumstance in determining whether the offence is a repeated one.

At the same time, according to Article 60 § 3 of the Criminal Code, when imposing a punishment, the personality of the convict shall be considered alongside with the nature and degree of public danger of the crime, and therefore the fact of a person being convicted in a foreign state can be taken into account by a court when passing the sentence.

A second letter was received: on 22 August 2018 with additional answers

Answer

A final decision of a foreign Court is not taken into account when establishing the gravity of punishment for repeated offences and is not considered an aggravating circumstance when passing a sentence (Article 18 of the Criminal Code of the Russian Federation; hereinafter – “Criminal Code”).

Furthermore, when determining penalty, the Courts, in accordance with the provisions of Part 6 of Article 86 of the Criminal Code (“The annulling or removing of a criminal record shall annul all the legal consequences related to the record or conviction”) do not consider annulled convictions as a negative factor (Decision of the Plenary of the Supreme Court of the Russian Federation No. 58 of 22.12.2015). Such circumstances may not be considered as an aggravating or mitigating circumstance.

It should be noted that Article 12 of the Criminal Code (“The operation of the Criminal Law in Respect of Persons who have Committed Offences outside the Boundaries of the Russian Federation”) provides:

“1. Citizens of the Russian Federation and stateless persons permanently residing in the Russian Federation who have committed outside the Russian Federation a crime against the interests guarded by the present Code shall be subject to criminal liability in accordance with the present Code, unless a decision of a foreign state's Court exists concerning this crime in respect of these persons.

2. Servicemen of military units of the Russian Federation located beyond the confines of the Russian Federation shall bear criminal liability for their crimes committed on the territories of foreign states under this Code, unless otherwise stipulated by international agreements of the Russian Federation.

3. Foreign nationals and stateless persons who do not reside permanently in the Russian Federation and who have committed crimes outside the boundaries of the Russian Federation shall be brought to criminal liability under this Code in cases where the crimes run against the interests of the Russian Federation or a citizen of the Russian Federation or a stateless person permanently residing in the Russian Federation, and also in the cases provided for by international agreements of the Russian Federation, and unless the foreign citizens and stateless persons not residing permanently in the Russian Federation have been convicted in a foreign state and are brought to criminal liability on the territory of the Russian Federation.”

However, Article 70 of the Criminal Code provides for a possibility of imposing punishment with cumulative sentences.

In imposing punishments with cumulative sentences, the unserved part of the penalty under the Court’s previous sentence shall be added, in full or in part, to the sentences imposed by the Court’s latest judgment.

San Marino	Under San Marino Criminal Code, “repeated infringement” is considered as an aggravating circumstance for the application of a penalty in the context of criminal proceedings. However, under the domestic legal system in force, “repeated infringement” does not cover criminal offences previously perpetrated by the offender on a territory that does not fall under the jurisdiction of the Criminal Code of San Marino. Given the response provided to question # 1, no cases of application of the provision can be provided. The San Marino legal system does grant the possibility for the courts to take into account international recidivism, i.e. under Art. 18 of the Criminal Code, which explicitly provides that: “il giudice può tener conto delle condanne pronunciate dall'autorità giudiziaria di Stato estero, salvo che non sia diversamente stabilito da convenzioni internazionali” (A judge may take into account convictions issued by a foreign judicial authority, unless otherwise provided for by international conventions).
Serbia	<u>Article 55 of the Criminal Code: Repeat Offence</u> <i>The court may, in determining punishment for a perpetrator of a criminal offence they committed after serving of sentence, pardon or sentence under limitations or remittance of punishment, upon expiry of period for revocation of parole or admonition by the court, take such circumstance as aggravating, and shall give particular consideration to seriousness of the previous offence, whether the previous offence was of the same kind as the latter, whether both offences were committed from same motives, circumstances under which the offences were committed and the time elapsed from the previous conviction or pronounced punishment, pardon or sentence under limitations, remittance of punishment or of the expiry of the time limit for revocation of previous suspended sentence or pronounced caution by the court.</i> This article establishes the notion of recidivism. It's wording allows the competent authorities to take into account, under their general powers to assess the individual's circumstances in setting the sentence, earlier convictions, regardless of the sentence determined in those cases. Being a general provision, Article 55 of the Criminal Code can be implemented regardless of the criminal offence and the jurisdiction that issued the final sentence for that offence. Moreover, the <u>Criminal Procedure Code</u> prescribes in Art. 309 that “<i>The public prosecutor will before concluding an investigation obtain data about the suspect (Article 85 paragraph 1) if they are missing or should be checked, as well as data about prior convictions, and if the suspect is already serving a criminal sanction involving incarceration - data about his conduct during the service of the criminal sanction. If the pronouncement of a single penalty encompassing penalties from earlier convictions may be considered, the public prosecutor will request the files of the cases in which the said convictions were made, or certified copies of the final judgments</i>”. <u>European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (ETS No. 30)</u> Republic of Serbia has ratified and implemented the Convention and Protocols thereto by adopting The Law on ratification of the European Convention on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters with Additional Protocols (“Official Gazette of the FRY - International Treaties”, No. 10/2001). In addition, Republic of Serbia is contracting party to 52 bilateral agreements governing all or some forms of judicial cooperation in criminal matters with 31 countries. Republic of Serbia has direct judicial cooperation with 4 countries (Slovenia, Montenegro, Bosnia and Herzegovina and “the former Yugoslav Republic of Macedonia”). According to provisions in Agreements on Mutual Legal Assistance in Criminal and Civil Matters with these 4 countries, judicial authorities in the state party conducting the criminal procedure are

	enabled to make request for the copy of criminal record of the defendant directly to the authority competent for keeping the criminal records in that state party.
Slovak Republic	The legislation in the Slovak Republic recognizes the principle of recidivism and international recidivism with various impacts for an offender. There might be following scenarios: 1. A final foreign judgment was recognised in the territory of the Slovak Republic. If a foreign judgment was recognised by the Slovak Court, it has the same effects as the judgment of the Slovak court. Article 515 of the Code of Criminal Procedure of the Slovak Republic states that A foreign decision may be recognised in a statement by which: a) a fault was pronounced, but the imposition of the punishment was conditionally deferred, b) a prison sentence or a conditional prison sentence was imposed, c) a monetary penalty or punishment by disqualification was imposed, d) a conditional punishment or a monetary penalty was converted to a prison sentence, or e) a forfeiture of assets or any part thereof, or items or their confiscation was pronounced, provided they are located in the territory of the Slovak Republic (hereinafter referred to as "foreign assets decision"). The conditions are stipulated in Article 516 para 2 of the Code of the Criminal Procedure of the Slovak Republic and are as follows: The foreign decision shall be recognised in the territory of the Slovak Republic if a) an international treaty includes the possibility or obligation of recognition or the enforcement of foreign decisions, b) it is valid in the convicting State or an appeal may no longer be filed against it, c) the act for which the punishment was imposed is a criminal offence under the legal system of the convicting State as well as under the legal system of the Slovak Republic, d) the decision was issued in proceedings that comply with the principles contained in Article 6 of the Convention on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, e) the person was not convicted of a criminal offence that is of an exclusively political or military nature, f) the execution of the punishment is not statute-barred under the legal system of the Slovak Republic, g) the person has not yet been convicted of such act by the Slovak courts, h) the foreign decision of another State against the same person and for the same act was not recognised in the territory of the Slovak Republic, and i) the recognition is not contrary to the protected interests under the provisions of Section 481. (The request of a foreign authority may not be granted if its performance would violate the Constitution or any provisions of the system of law of the Slovak Republic) For applying recognition and enforcement of a foreign judgment the treaty basis are needed. For instance, the recognition and enforcement of a foreign judgment usually takes place if a Slovak national or a person with a permanent residence in the Slovak Republic wishes to enforce in the Slovak Republic the sentence imposed in another state.

	If a judgment was recognised, even if a person would withdraw his or her consent with a transfer and the transfer would not happened ,a recognised judgment would have equal effects to the judgment of the Slovak court. 2. A final foreign judgment was issued by the court of the EU Member State for the offence that is considered criminal offence in the Slovak Republic The Slovak legislation transposed Council Decision 2009/316/JHA of 6 April 2009 on the establishment of the European Criminal Records Information System (ECRIS) in application of Article 11 of Framework Decision 2009/315/JHA in particular in Articles 17, 17a and 17b. These articles generally oblige General's Prosecutor Office of the Slovak Republic to inform competent authorities of other member states about all final judgements issued against nationals of other member states of EU or legal persons which has a seat in other member state of EU. The same obligation in regards of exchange of such information about previous convictions applies to other members states of EU. According to Article 7b para 2 of the Criminal Code the final judgment by Court of member state of EU in criminal matters shall be taken into consideration in same manner as domestic judgment if the judgment issued by a Court of other EU member state was taken for criminal offence which is also defined as criminal offence in Slovak Law. The procedure is stipulated in article 488a of the Code of Criminal Proceedings of the Slovak republic. According to para 1 of this article the competent authority to consider a foreign judgement are law enforcement authorities of the Slovak Republic or Courts. The competent authorities may request the General Prosecutor's Office of Slovak Republic to provide copy of foreign judgement or other relevant information for such a proceeding. In addition to this, according to Article 1 para 2 of the Act. No. 330/2007 Coll. on criminal records, the essential part of criminal records in the Slovak Republic are information on previous convictions and decision taken with regard of this matters by Court of other EU member states and also by other States, for example States that are Parties to the European Convention on Mutual Assistance in in Criminal Matters. If the law enforcement authorities found out that a person was convicted in the EU Member State, they require a foreign judgment. If conditions of Article 7 para 2b are met, the decision of a court of the EU member state is taken into account the same way as it would be issued by a Slovak Court. 3. A fact that a person was sentenced by a foreign court was notified to the Slovak authorities The Slovak authorities are informed about the previous decisions also through different legal obligations in bilateral or multilateral treaties (e.g. Article 22 of the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 April 1959). These are registered in the Criminal Register and could be used as an example of a behaviour of a person (when evaluating a way of living of a defendant). There are two regimes upon which can the competent authority take into account previous final decision against natural or legal persons taken in another Party. For the EU member states there is European Criminal Records Information System (ECRIS) which provides access to judicial authorities of member state to comprehensive information on the criminal history of persons concerned, including in which EU countries that person has previously been convicted. For other countries there is proceeding in place according to the article 515 of Code of Criminal proceeding dealing with recognition and execution of a foreign decision. Letter e) of aforementioned article acknowledges the foreign property decision as a foreign decision which can be possibly recognised and executed in the territory of the Slovak
--	--

	Republic if the operative part of foreign decision includes such penalty. Foreign property decision can be viewed in the Slovak law as forfeiture of assets or part of it or confiscation of certain items. So the possibility to determine the penalty, final decisions against natural or legal persons taken in another Party is de facto possible through recognition of previous decisions issued by another Party so this previous decision would constitute using the aggravating circumstance of recidivism which will be used in future cases. Comment 1: There is no statistic on such data but we do not see any added value of a specific statistical burden to evaluate this issue. So, recommendation is disproportionate - going beyond the aim or reasonable expectation from the authority. It would create additional burden without any results. We are of the opinion that overall system should be improved by all parties. In particular, by establishing that any foreign final conviction relevant to the Convection a is available to the authorities when deciding a new criminal case. Therefore, this is of horizontal nature, so our recommendation is to analyse this issue together with PCOC and to draw common solution. The issue of international recidivism is present also in other COE Treaties Comment 2: The articles concerning recognition of foreign decision are essential part of the Criminal Code of the Slovak Republic. The Slovak Court in any case have knowledge about the previous decisions issued by foreign judicial authority there is possibility to evaluate the perpetrator with aforementioned decision taken into account. If the suspect is known, or in the case of the charge, the file always contains information from the criminal record. This is sometimes considered, for example, when deciding whether a prosecutor should make a proposal for custody, designing a sanction (this must be approved by the Chief Prosecutor), or when considering an alternative way of ruling (for example, conditional cessation of proceedings). Finally, the court also assesses criminal record information (usually updated at each stage of the proceedings). The Prosecutor also generally evaluates the criminal history (as well as the exploiters) in court proceedings. These considerations are present in each individual case.
Slovenia	Slovenia is in line with this provision. Final decisions issued by another Party can be taken into account during sentencing as provided in Art. 49 of the Criminal Code. (Cf. judgement I Ips 4532/2012-238.) ARTICLE 49 OF THE CRIMINAL CODE <i>(1) The perpetrator shall be sentenced for a criminal offence within the limits of the statutory terms provided for such an offence and with respect to the gravity of his offence and his culpability.</i> <i>(2) In fixing the sentence, the court shall consider all circumstances, which have an influence on the grading of the sentence (mitigating and aggravating circumstances), in particular: the degree of the perpetrator's criminal liability; the motives, for which the offence was committed; the intensity of the danger or injury caused to the property protected by law; the circumstances, in which the offence was committed; the perpetrator's past behaviour; his personal and pecuniary circumstances; his conduct after the committing of the offence and especially, whether he recovered the damages caused by the committing of the criminal offence; and other circumstances referring to the personality of the perpetrator.</i> <i>(3) In fixing the sentence of a perpetrator who committed a criminal offence after he had already been convicted or had served his sentence, or after the implementation of his sentence had been barred by time, or after his sentence has been remitted (recidivism), the court shall pay particular attention to whether</i>

	<i>the earlier offence is of the same type as the new one, whether both offences were committed for the same motive and to the time, which has lapsed since the former conviction or since the serving, withdrawing, remitting or barring of the sentence.</i> As indicated in our answer we provided an example referring to the Judgement no. I Ips 4532/2012-238. Statistics of court decisions do not cover this data, therefore we are not able to provide statistical data. 1) Analysis concerning implementation of Art. 11 of the CETS 198 The report states the Slovenian legislation indirectly provides for considering previous judgments through the requirement for courts to assess the perpetrator's past behaviour. Report recommends considering adopting legislative or other measures to provide concretely for the judicial authorities' power to consider and recognise previous judgments handed down abroad for offences established in accordance with CETS no. 198, as well as to consider introducing an aggravating circumstance or harsher penalty for such cases of (international) recidivism in domestic legislation. Comment by Slovenia: We reiterate that the judicial authorities have legal powers to consider during the process of sentencing to recognise previous judgments handed down abroad for offences established in accordance with CETS no. 198. As for the Supreme Court judgement I Ips 4532/2012-238, it was referenced in our answers since it repeats an established jurisprudence that previous judgements issued in another Party are taken into account when Slovene court determines the penalty. If needed, we can translate the relevant paragraph of the decision. Slovenia is in line with Art. 11 of the Convention both by adopted legal framework as well as with established jurisprudence.
Spain	Article 14 of Organic Law 7/ 2014 on exchange of information on criminal records and consideration of criminal judgments in the European Union regulates the legal effects of previous court convictions in relation to a new judicial proceeding. It states that final decisions previously handed down by another Member State of the European Union shall have the same effects than those adopted by Spanish Courts, provided that some requirements are fulfilled. Article 22 of the Criminal Code includes recidivism as an aggravating circumstance. It also establishes that final judgements of courts handed down in other European Union countries shall produce the effects of recidivism unless the criminal record has been cancelled or could be cancelled pursuant to Spanish law. There is not a specific legislative provision regarding this particular issue. Yet, according to article 741 of the Spanish Law on Criminal procedure, the competent judge will pass sentence "appraising the evidence given during the trial in good conscience". Article 973 specifies that the judge shall express what elements he has taken into account in order to pass sentence. This implies that he may consider final decisions against natural or legal persons adopted in non-EU member States when handing down a sentence (even if he is not obliged to do it). There are no statistics available. Recidivism as an aggravating circumstance only applies to final decisions against natural or legal persons adopted in Spain or other EU country. Nevertheless the court may take in consideration a final decision adopted in third countries. The Spanish Council of the Judiciary offers specific training regarding criminal judicial cooperation and, also, economic crimes. Judges are provided with information of international instruments and tools they can apply in order to improve the investigation and prosecution of these crimes.

Sweden	The fact that the defendant has a prior conviction, Swedish or foreign, may affect sentencing according to the Penal Code. A prior conviction may be a reason to sentence to incarceration (Ch. 30 Sect. 4) and constitute a circumstance, which increases the seriousness of the offence at hand (Ch. 29 Sect. 4). A prior conviction may also increase the maximum penalty for the offence (Ch. 26 Sect 3). When determining the size of a corporate fine, reasonable considerations may be given to prior corporate fines, Swedish or foreign. (Ch. 36 Sect. 9). There is no mandatory requirement for Swedish courts to inquire about foreign convictions. Such inquiries may, however, be made by the prosecutor or the court. Regarding article 11, it is not possible to search the case management systems of the law enforcement agencies or the courts in a way that enables identification of the cases where the relevant provisions have been applied. To identify such cases, a manual review of each individual file is required. As these provisions are universally applicable, the amount of files is too large to enable such manual search. In addition, to identify such examples the judge must explicitly have referred to the foreign judgment in the sentence. If not, it is not possible to be certain that the provisions have been applied in the individual case. To conclude, unfortunately, we are unable to provide any examples or statistical information demonstrating the implementation of article 11.
Türkiye	In international law, recidivism is regulated in Article 11 of Council of Europe's 198 No. <i>Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism</i>. The said provision imposes on the State Parties the obligation to take legal and other necessary measures to ensure that a criminal sentence given in the court of a foreign country for offenses under the Convention is taken into account when determining the amount of punishment in the proceedings in its own country. In order for a finalized foreign court judgment to be taken into account as an aggravating factor of punishment in criminal procedure in another country, the important point to consider is the sharing of relevant criminal records. As regards Türkiye, the sharing of criminal records with foreign countries is provided within the framework of multilateral agreements, bilateral agreements and the principle of reciprocity. The most important multilateral agreement to which Türkiye is party in this regard is the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (CETS No.30). Article 13 of the said convention grants the judicial authorities of the member States the right to request the contents of the criminal records in other countries if necessary. Moreover, in accordance with Article 22 of the same convention, the State Parties are obliged to regularly notify the said country regarding the criminal record of the citizens of another State Party and the subsequent measures. The said convention, with regard to Türkiye, has been in effect since 22 September 1969. It is also a legal obligation for our domestic law to provide the criminal record information requested by the competent foreign authorities. Article 7 of the Law No. 5352 on Criminal Records is crucial in this matter. As per paragraph 2 of the said Article, "Criminal record information requested by foreign States is given on the basis of the principle of reciprocity." Furthermore, Article 9 of the Regulation on Criminal Records, another instrument of domestic law which details the regulation of the method of application of the Law on Criminal Records, also confirms this obligation. As per the said Article; "Criminal record information requested by foreign States are provided on the basis of bilateral and multilateral agreements to which Türkiye is party and where there is no agreement, countries are granted information on the basis of reciprocity." As it can be understood, criminal records in our country are provided to foreign countries that request them. As regards the direct notification of the penalty impose on a foreign national in Türkiye

	without making any request to foreign countries; paragraph 5 of Article 90 of the Constitution of the Republic of Türkiye stipulates that, "international agreements duly put into effect have the force of law." As can be understood from the Article, CETS No. 30 has the force of law in terms of our domestic law and pursuant to Article 22 of the said Convention, it is also an obligation for our domestic law to share criminal records of their nationals with foreign countries. Thus, there is a regular exchange of criminal records among the Parties to CETS No.30. The same situation applies to crimes falling within the scope of CETS No.198. In Türkiye, it is the duty and responsibility of the Directorate General for Criminal Records and Statistics at the Ministry of Justice of Türkiye to keep criminal records. Criminal records are kept in accordance with the Law No. 5352 on Criminal Records. According to Article 2 of the Law; <i>"all criminal records of any Türkiye citizens who have a finalized judgment by Türkiye courts or the courts of foreign countries and a judgment of conviction recognized by Türkiye Law against them, as well as records of foreigners who have committed offences in Türkiye, following the transfer of these records to the computer in the local area, shall be kept at the Central Criminal Record Office in the Directorate General for Criminal Records and Statistics of the Ministry of Justice."</i> Hence, criminal convictions and criminal records issued by foreign courts are recorded in the central criminal record registry system once they are notified to our country. Within this scope, according to the data obtained from the Directorate General for Criminal Records and Statistics, a total of 97.434 foreign criminal records, most of which are from the COE Member States, were notified to our country between the years 2013- 2017, and they have been registered in the Central Criminal Record Registry System. These records are accessible to all judicial organs through the National Judiciary Informatics System (UYAP), a system used by the judicial authorities of Türkiye. Therefore, when a judgment of criminal conviction issued and finalized by a foreign country court is reported to our country, it is registered in the central criminal record registry system and is open to access to all judicial organs, just like a court decision issued in our country. Thus, judicial organs become aware of the judgment of convictions given in foreign countries regarding the person being tried. Upon evaluating whether the final judgment of conviction given by foreign courts for offenses set forth in the CETS No.198 will be taken into consideration, during the identification of the sentence in the criminal procedure in our country, it is understood that, primarily, Article 58 of the Türkiye Criminal Code No. 5237 regulating recidivism is of vital importance. Recidivism in Türkiye Criminal Law is not directly related to determining the penalty to be imposed but is a matter that effects the conditions under which the sentence is executed. In other words, the period of time a repeat offender spends in prison is longer than that of a non-repeat offender. In addition to this, after the execution of the sentence, a period of probation is determined and in the case that the offence is committed a second time, the person will not be able to benefit from conditional release. As per Article 58 of the Türkiye Criminal Code entitled "Repeat Offending and Especially Dangerous Offenders" regulating repeat offending; (1) The repeat offending provisions shall be applied where there has been a commission of an offence subsequent to a previous finalized conviction. For this provision to apply it is not necessary that any penalty has been enforced. (2) The repeat offending provisions shall not apply to offences committed: a) five years after the completion date of the sentence for the previous conviction, where such a sentence was for a period greater than five years, b) three years after the completion date of the sentence for the previous conviction, where such sentence was for a period of imprisonment of 5 years or less or was a judicial fine, 3) In cases of repeat offending, if a penalty of imprisonment or a judicial fine is prescribed as alternatives in the law in respect of the most recent offence committed, a penalty of imprisonment shall be given.
--	--

	4) The repeat offending provisions shall not be applied where an offence of recklessness follows an offence of intent or vice versa and where a strict military offence follows any other offence or vice versa. The judgments of foreign courts shall be not be subject to recidivism, excluding the offences of Intentional Killing, Intentional Injury, Robbery, Deception, Production and Trade of Narcotics or Psychotropic Substances, Counterfeiting Money or Valuable Stamps. 5) The repeat offending provisions shall not be applicable to offences committed by any person who was under eighteen years old at the time of the commission of the act. (6) The sentence, in cases of repeat offending, shall be enforced in accordance with The Enforcement Code. Further, for the repeat offender a probationary measure shall be applied following the completion of the term of imprisonment. 7)The judgment of the Court should clearly state what the applicable enforcement regime for repeat offenders is and should state that the repeat offender probationary measure is applicable following the completion of the term of imprisonment. (8) The Enforcement Code pertaining to repeat offenders and the application of the probationary measure shall be imposed pursuant to the law. (9) The Enforcement Code pertaining to repeat offenders and the probationary measure following the completion of the sentence of imprisonment shall also apply to: an habitual offender, a career offender or a member of a criminal organization. As can be seen, judgments given by foreign courts for intentional killing, intentional injury, looting, fraud, production and trade of narcotics or psychotropic substances, counterfeiting money or valuable stamps play a part in the amount of sentence to be executed in the prison according to the individual execution regime pertaining to repeat offender. Among these types of crimes, particularly looting, fraud, production and trade of narcotics or psychotropic substances, counterfeiting money or valuable stamps are offences among the predicate offences of money laundering under the CETS No.198. Therefore, the judgment of conviction given in a foreign country due to the said crimes will be based on the repeat offending in the trial period in Türkiye, and thus the time to be served in prison will be longer. That said, grounds for discretionary mitigation are regulated in Article 62 of the Türkiye Criminal Code. The said article states that: (1) "Where there are grounds for discretionary mitigation, a penalty of life imprisonment shall be imposed where the offence committed requires a penalty of aggravated life imprisonment; or twenty-five years imprisonment where the offence committed requires a penalty of life imprisonment. Otherwise the penalty to be imposed shall be reduced by up to one-sixth. (2) In the evaluation of discretionary mitigation the following matters shall be taken into account: background, social relations, the behavior of the offender after the commission of the offence and during the trial period, and the potential effects of the penalty on the future of the offender. The reasons for any discretionary mitigation are to be stated in the judgment." As can be seen, where there are grounds for mitigation in favor of the offender as per the said article, the court shall reduce the penalty to be imposed by one-sixth. The background of the offender is stated as among the reasons for reduction of penalty imposed, a
--	---

	reduction in penalty for a suspect who had previously committed an offence in a foreign country may not be given in court and the amount of penalty to be imposed shall be higher.
Ukraine	Article 9 “Legal consequences of conviction outside Ukraine” of the Criminal Code of Ukraine. 1. A judgment passed by a foreign court may be taken into account where a citizen of Ukraine, a foreign national, or a stateless person have been convicted of a criminal offense committed outside Ukraine and have committed another criminal offense on the territory of Ukraine. Pursuant to the first paragraph of this Article, the recidivism of criminal offenses, or a sentence not served, or any other legal consequences of a judgment passed by a foreign court shall be taken into account in the classification of any new criminal offense, determination of punishment, in the discharge from criminal liability or punishment. Yes, the sentence of a foreign state court, the recidivism of crimes, the unexpired penalty or other legal consequences of a sentence of a foreign state court in Ukraine are taken into account during the qualification of a new crime and sentencing under the general rules of the criminal process. The above-mentioned circumstances are taken into account by the court of Ukraine as aggravating circumstances. Stated circumstances may be taken into account by the court of Ukraine as a sign that strengthens responsibility if it is directly provided by the relevant articles of the Criminal Code of Ukraine (hereinafter - the CCU). For example, the commission of legalization of proceeds from crime repeatedly is a qualifying feature of Article 209 of the CCU. For the commission of the mentioned crime, responsibility comes under part two of the mentioned-above article and is severer than the penalty provided under part one of this article. Therefore, during the imposition of penalty under part two of Article 209 of the CCU, the recidivism of a crime is no longer applied by the court as an aggravating circumstance. Excerpts from the CCU. Article 9. Legal consequences of conviction outside Ukraine 1. A judgment passed by a foreign court may be taken into account where a citizen of Ukraine, a foreign national, or a stateless person have been convicted of a criminal offense committed outside Ukraine and have committed another criminal offense on the territory of Ukraine. 2. Pursuant to the first paragraph of this Article, the repetition of criminal offenses, or a sentence not served, or any other legal consequences of a judgment passed by a foreign court shall be taken into account in the classification of any new criminal offense, determination of punishment, in the discharge from criminal liability or punishment. Article 32. Repetition of criminal offenses 1. Repetition of criminal offenses is the commission of two or more offenses, prescribed by the same article or the same paragraph of an article of the Special Part of this Code. 2. Repetition prescribed by paragraph 1 of this Article shall not be present in commission of a continuing offense comprised of two or more similar acts connected by one criminal intent. 3. Committing two or more criminal offenses created by different articles of this Code shall be recognized as repetition only in cases prescribed in the Special Part of this Code. 4. There shall be no repetition if a person was discharged from criminal liability for the previously committed criminal offense on grounds provided for in the law or where the criminal record for that criminal offense was canceled or revoked. Article 65. General principles of imposition of punishment 1. A court shall impose a punishment:

- 1) within the limits prescribed by a sanction of the article (sanction of the part of the article) of the Special Part of this Code, which creates liability for the committed criminal offense except in cases provided under the second part of Article 53 of this Code;
- 2) pursuant to provisions of the General Part of this Code;
- 3) having regard to the degree of gravity of the committed offense, character of the guilty person, and circumstances mitigating or aggravating the punishment.

Article 67. Circumstances aggravating punishment

1. For the purposes of imposing a punishment, the following circumstances shall be deemed to be aggravating:

- 1) repetition of an offense or recidivism;
- 2) the commission of an offense by a group of persons upon prior conspiracy (paragraph 2 or 3 of Article 28);
- 3) the commission of an offense based on racial, national or religious enmity or discord or on the ground of sex;
- 4) the commission of an offense in connection with the discharge of official or public duty by the victim;
- 5) grave consequences caused by the offense;
- 6) the commission of an offense against an elderly, a person with a disability or a helpless person or a person suffering from a mental disorder, in particular dementia, has a mental disability, and also committing a crime against a young child or in the presence of a child;
- 6¹) the commission of an offense against spouse or ex-spouse or other person with whom the culprit is (was) in the family or close relations;
- 7) the commission of an offense against a woman who, to the knowledge of the culprit, was pregnant;
- 8) the commission of an offense against a person who was in a financial, official or other dependence on the culprit;
- 9) committing a crime with the use of a minor or a person suffering from mental illness or dementia;
- 10) committing a crime with particular cruelty;
- 11) committing a crime with the use of military conditions or a state of emergency, other extraordinary events;
- 12) committing a crime in a dangerous way
- 13) committing a crime by a person who is in a state of intoxication or in a state caused by the use of narcotic or other seductive means.

4. If any of the aggravating circumstances that impose a punishment is stipulated in the Article of the Special Part of this Code as a sign of a crime that affects his qualification, the court can not once again take it into account as an aggravating circumstance when imposing a sentence.

Article 209. Legalization (laundering) of proceeds from crime

1. The commission of a financial transaction or transaction with funds or other property obtained as a result of the commission of a socially dangerous unlawful act preceding the legalization (laundering) of proceeds, as well as the commission of actions aimed at concealing or disguising the illegal origin of such funds or other property or possession thereof, rights to such funds or property, sources of their origin, location, movement, change of their form (conversion), as well as the acquisition, possession or use of funds or

	other property obtained as a result of the commission socially dangerous unlawful act preceding legalization (laundering) of proceeds, - shall be punishable by imprisonment for a term of three to six years with the deprivation of the right to occupy certain positions or engage in certain activities for a term up to two years with the confiscation of property. 2. Actions provided for in the first part of this article, committed repeatedly or by a prior conspiracy by a group of persons, or in respect of large amounts, - shall be punishable by imprisonment for a term of seven to twelve years, with the deprivation of the right to occupy certain positions or engage in certain activities for up to three years with the confiscation of property. 3. Actions provided for in paragraphs 1 or 2 of this article, committed by an organized group or in respect of especially large amounts, - shall be punishable by imprisonment for a term of eight to fifteen years, with the deprivation of the right to occupy certain positions or engage in certain activities for up to three years with the confiscation of property. Could you provide us with statistics or case example which demonstrate the actual implementation of Article 11 of the Conference of the Parties to the Convention No. 198? On August 28, 2012, the person was convicted of a crime by Polonsky district court of Khmelnytsky region according to part three, Article 185 of the CCU. In imposing punishment, the court considered the aggravating circumstance of the relapse of crimes, in particular, the international recurrence caused by the conviction of the said person in 2000 and 2003 by Ust-Donetsk district court of the Rostov region of Russian Federation. The person was found guilty in committing a crime envisaged by part two, Article 186 of the CCU by the sentence of Malinovsky District Court of Odessa of 24.11.2014. In imposing a sentence, the court considered the aggravating circumstance of recidivism of crimes, in particular, the international recurrence caused by the conviction of the mentioned person in 1991 by Cimislia District Court of Moldova.
United Kingdom	There are no specific references in UK legislation to a possibility of taking into account the decision of a court in another Party when determining a penalty, but the rules of court allow previous non-UK convictions to be taken into account. Any action would need to be taken in accordance with the UK Rules of Court, and would be a matter for the Court to decide. In the UK, aggravating circumstances are taken into account when a court determines a penalty for an offence, rather than being a separate penalty. So an international offence could be taken into account when considering the sentence for a separate offence in the UK. We do not keep separate stats on this.